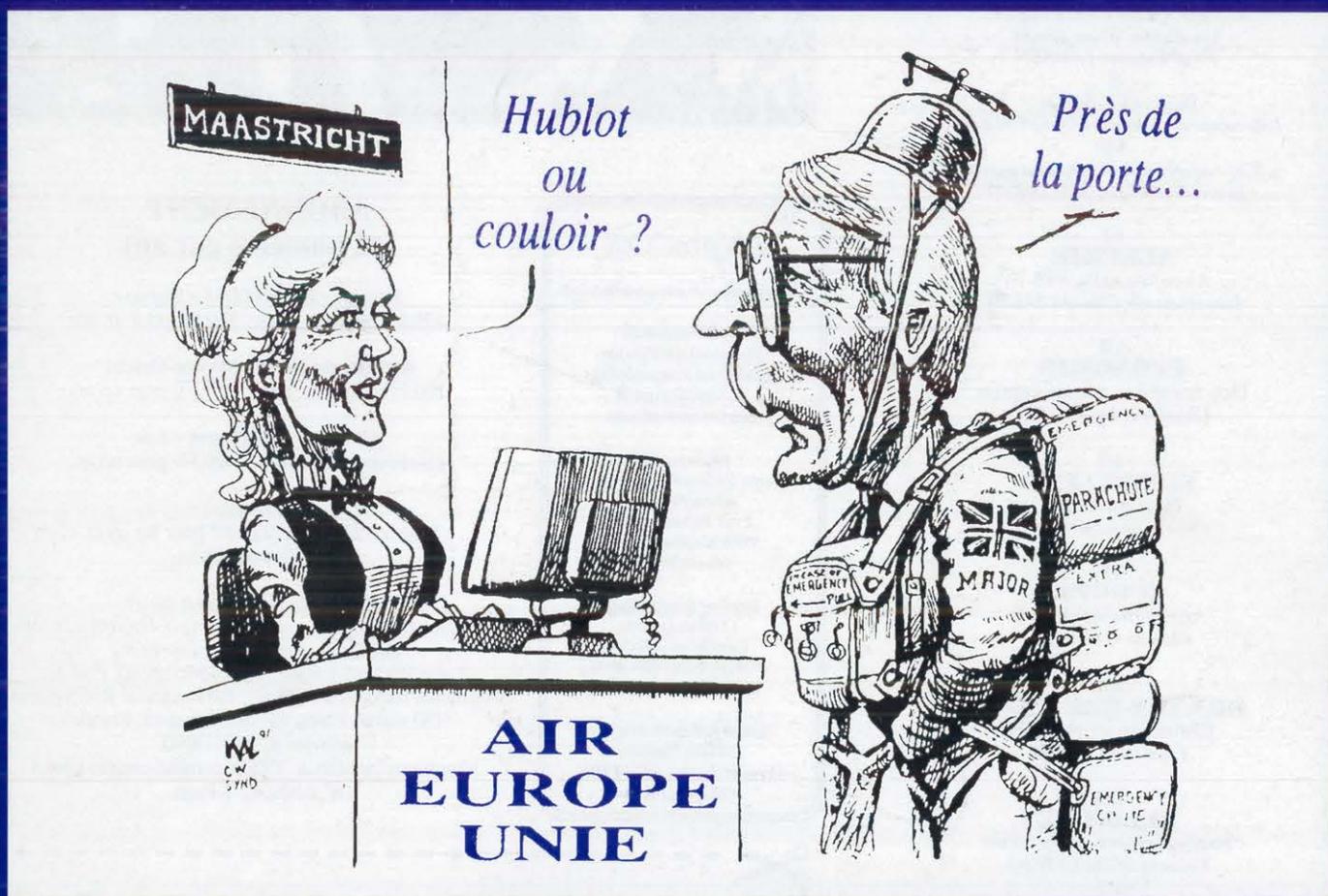


INpreCOR

Numéro 342 du 6 au 19 décembre 1991 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

EUROPE : LE GRAND SAUT



Algérie



Avec ou
sans FIS ?

● Yougoslavie :
Une armée en quête d'Etat

● FMI : Des remèdes de cheval

INpreCOR

SOMMAIRE DU NUMERO 342
DU 6 AU 19 DECEMBRE 1991

3

YUGOSLAVIE

Une armée en quête d'Etat
Catherine VERLA

4

Vers un nouveau Traité de Versailles ?
Slavko MIHALJCEK

5

TCHECOSLOVAQUIE

Le malaise slovaque
Colin MEADE

6

Espoirs et déceptions
DOCUMENT

8

UNION SOVIETIQUE

La chute d'un géant
Poul Funder LARSEN

8

Nouvelle donne
Interview de Dimitri SOLONNIKOV

10

« Un congrès de bureaucrates »
Interview d'Igor MALIAROV

11

ALGERIE

Avec ou sans FIS ?
Interview de Chaouki SALHI

14

ECONOMIE

Des remèdes sous examen
Charles-André UDRY

17

SUISSE / FMI

Non au FMI !
Charles-André UDRY

19

EUROPE

Après Maastricht ?
Claude GABRIEL

23

GRANDE-BRETAGNE

Chômage et racisme
Liam MAC UAID

24

BELGIQUE

Sur le fumier de la crise
Vincent SCHELTENS

25

La fin du consensus
Alain TONDEUR

26

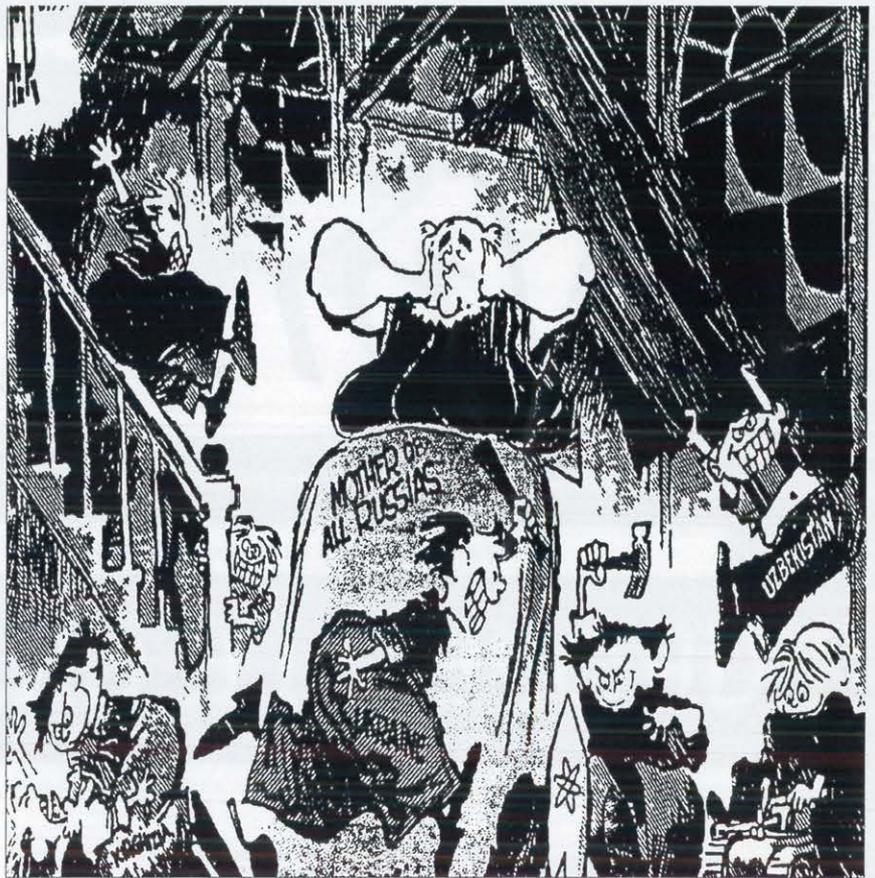
SALVADOR

En quête d'un modèle alternatif
Interview de Mario LOPEZ

28

HAITI

La main invisible
Arthur MAHON



INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Editée par PEC
(Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
170 FF pour six mois. 330 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
180 FF pour six mois. 350 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
210 FF pour six mois. 420 FF pour un an.

Pli fermé
France - Europe : 230 FF pour six mois.
460 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.

Abonnement

Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (100 FF, 6 mois)

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

Une armée en quête d'Etat

LE DISCOURS est le même que celui de Slobodan Milosevic : « *La Serbie n'est pas en guerre. Elle ne veut pas plus que l'armée conquérir des territoires croates, ni bloquer l'exercice du droit d'autodétermination des autres peuples qui ont ensemble constitué la Yougoslavie et on le droit de s'en séparer.* » Certes, ajoutent le pouvoir serbe et les représentants de l'Etat-major, les déclarations unilatérales d'indépendance de la Croatie et de la Slovanie sont « *illégales* » au regard de la Constitution yougoslave, qui stipule que la dissolution du pays doit se faire de manière concertée. Mais, ajoutent-ils, grands-seigneurs, « *la volonté de séparation est là. Nous ne maintiendrons pas de force ceux qui veulent quitter la Yougoslavie. Mais nous ne leur permettrons pas de brimer le droit à l'autodétermination des autres, ceux qui veulent y rester.* » Quant aux frontières, « *la Constitution admet qu'elles peuvent être modifiées mais d'un commun accord. Les déclarations d'indépendance changent les frontières externes, tel n'était pas notre souhait. Mais puisque l'équilibre d'ensemble, yougoslave, est remis en cause, alors il faut aussi renégocier les frontières internes.* » Telle est l'argumentation, extrêmement cohérente au regard du "droit", développée régulièrement par les représentants du "bloc yougoslave".

Mais le droit lui-même est à géométrie variable. Et derrière le droit, il y a le rapport de forces. C'est ce dernier, dans le passé, qui a contraint les Albanais du Kosovo à accepter un cadre "yougoslave" qu'ils rejetaient (après l'échec de la Confédération balkanique incluant l'Albanie). C'est encore lui qui a fait du Kosovo, le berceau du premier royaume serbe médiéval (mais peuplé de plus de 90 % d'Albanais), une province de la République de Serbie. C'est donc encore lui qui a attribué constitutionnellement aux Albanais du Kosovo non pas le statut de "nation" (dotée d'une République/Etat), mais de "minorité nationale" de feu la Yougoslavie : c'était ne pas leur reconnaître le droit de sécession, dont le droit yougoslave... Et n'est-ce pas encore ces accords de cessez-le-feu où, loin de traiter symétriquement les Albanais en Serbie et les

Le ministre fédéral de la Défense yougoslave vient d'appeler à la création rapide d'une mini-Yougoslavie (1). Il estime que l'armée a accompli « *sa mission* » : protéger les Serbes contre « *un nouveau génocide perpétré par les oustachis* » et permettre l'accomplissement du droit à l'autodétermination de ceux qui veulent rester ensemble dans une Yougoslavie restreinte.

Catherine VERLA

Serbes en Croatie, dans lesquels il va s'agir de reconnaître des droits aux seconds et d'ignorer superbement les premiers... Jusqu'à ce qu'explose à nouveau le Kosovo, sans aucun doute cette fois-ci, soutenu par l'Albanie.

Des Etats plurinationaux

Mais le rapport de forces, il est aussi, inégal, derrière les nations reconnues : dans un premier temps, bien sûr, la force de l'Etat croate s'est juridiquement imposée aux Serbes de Croatie, comme celle de l'Etat serbe s'était juridiquement (mais d'abord politiquement et physiquement) imposée aux provinces du Kosovo et de Vojvodine.

Sous des formes différentes, on peut dire que, dans la Constitution yougoslave de 1974, la dernière du temps de Tito, un arbitrage entre toutes les pressions d'en bas s'était réalisé : la souveraineté serbe sur le territoire de la République serbe s'arrêterait aux frontières des provinces devenues des quasi-républiques dotées du droit de veto au plan de la fédération elle-même ; la souveraineté croate sur la République croate était partagée avec les Serbes de Croatie, traités comme nation constituante à part égale ; de même, la Bosnie-Herzégovine était-elle Etat des Serbes, des Croates et des Musulmans (slaves islamisés reconnus comme une ethnie) (2).

Autrement dit, la Yougoslavie constituait non seulement une fédération de républiques, mais celles-ci étaient également (pour la plupart) des Etats plurinationaux, égaux en droit.

Cela ne reflétait pas un découpage artificiel, mais des mélanges et mouve-



ments de population séculaires (les Albanais ont vécu au Kosovo après que les Serbes aient fui les Turcs ; les Serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine habitent là depuis des siècles dans des

zones frontières entre empire austro-Hongrois et empire ottoman, etc.). La remise en cause de l'équilibre pluri-ethnique de la Constitution de 1974 est le produit de la crise d'ensemble du régime titoïste au tournant de la décennie 80. Cette crise a produit d'un côté des tendances centralisatrices (libérales ou passivistes, respectivement derrière feu le gouvernement Markovic et Milosevic) ; et, leur résistant, des tendances à l'éclatement par l'affirmation des Etats/nations. Les nationalistes serbes et croates ont des sources communes dans ce processus, et se sont ensuite nourris les uns des autres.

Des assimilations fausses

Devant l'échec d'un projet yougoslave centraliste, les pouvoirs serbes se sont repliés sur une "Serbie-Slavie", soutenus par une armée dont la raison d'être est d'avoir un Etat à défendre (le plus large possible)... Imposer le maintien de force de l'ancienne Yougoslavie est proprement impossible. Mais dans le projet d'une Yougoslavie maintenue sans ses séparatistes, les Serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine jouent un rôle dramatique, pivot. Considérer qu'ils sont simplement manipulés par le pouvoir serbe de Milosevic, c'est passer à côté de l'échec politique de Franjo Tudjman qui n'avait rien de fatal, alors que l'échec militaire, lui, était inévitable dès lors que l'armée s'investissait du rôle de protecteur des Serbes.

Il est odieux d'assimiler les sentiments nationaux croates au nationalisme fasciste des oustachis et il est inacceptable d'assimiler (comme l'ont fait les nationalistes serbes) tout projet d'Etat sou-

1) *Le Monde* du 5 décembre 1991.

2) Voir *Inprecor* n° 339 du 25 octobre 1991.

verain croate (y compris dans une Yougoslavie confédérale) à un Etat oustachi. La propagande des médias serbes officiels a été redoutable derrière cette guerre pour aiguïser les souvenirs et les haines.

Mais le gouvernement Tudjman lui a donné des arguments qui ont facilité la tâche : la proclamation hâtive d'une Charte des droits des Serbes et des minorités le 25 juin 1991, jour de la déclaration d'indépendance, est arrivée trop tard, perçue comme une poudre aux yeux pour la communauté internationale, sans effets réels, sans crédibilité : elle venait après le sabotage des négociations initiées par les représentants serbes de Croatie. Pourtant, ils réclamaient au départ infiniment moins que tout ce que le gouvernement croate propose actuellement. Les écrits antisémites et nationalistes réactionnaires de Tudjman, la tolérance envers les groupes oustachis, sur lesquels il s'est appuyé dans les zones les plus conflictuelles ont lourdement pesé dans l'engrenage des peurs et de la haine.

Haine et fascisme

La répression actuelle contre le parti d'extrême droite croate (Parti du droit) et son chef Paraga, dans un contexte de défaites militaires attribuées à Tudjman et alors que, sur le terrain, les oustachis étaient les meilleurs combattants, va se transformer en désastre politique : devenues victimes, les courants d'extrême droite favorisés par la logique de guerre peuvent se renforcer aux prochaines élections. Pourtant, pas plus en Serbie qu'en Croatie, les Serbes ne forment un bloc homogène : encore aujourd'hui, tant dans les villages de la Banija que dans les grandes villes où vit la moitié d'entre eux, ils restent nombreux à rejeter ce qui est désormais devenu aussi une agression contre la souveraineté croate et contre une réelle autodétermination de chaque Serbe (3).

Car lorsqu'on est accusé de "trahison", de collaboration avec les oustachis dès lors que, Serbe, on refuse la guerre et on accepte de reconnaître la souveraineté croate, il n'y a pas d'autodétermination. Il n'y a pas non plus de souveraineté possible sur un territoire croate ingérable, coupé en deux et réduit d'un tiers. Il n'y a pas de paix possible quand on impose par la force de l'armée la "libération" de villes ou de villages où vivent moins de 20 % de Serbes, comme c'est le cas dans la Slavone, quand on réprime comme criminels de guerre ceux qui refusent de combattre ou quand on les envoie de force au front, comme en Vojvodine (4).

Les casques bleus de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) sont aujourd'hui

d'hui acceptés "côté croate" et "côté serbe". Mais qui représente qui et qui contrôle qui ? Rien n'est moins clair, même au niveau de l'Etat-major de l'armée, des combattants villageois ou des groupes paramilitaires. Rien n'est clair non plus quant aux objectifs. Qu'advient-il des territoires conflictuels ? La logique de guerre est toujours là : elle persistera là tant qu'il ne sera pas admis que Serbes et Croates peuvent vivre ensemble. Elles se poursuivra avec l'éclatement de la Bosnie-Herzégovine, le choix dès lors fatal des Musulmans de se re-

grouper eux-aussi dans "leur" Etat en redécoupant les autres républiques ; elle se répandra en Macédoine dont les Albanais voudront rejoindre une grande Albanie pendant que la Bulgarie, la Grèce et la Serbie chercheront à s'approprier ce qui restera de Macédoniens ; elle rebondira inévitablement en Serbie que toutes ses minorités voudront quitter. ★

6 décembre 1991

3) Voir *Inprecor* n° 340 du 8 novembre 1991.
4) Voir *Inprecor* n° 341 du 22 novembre 1991.

Vers un nouveau Traité de Versailles ?

Après trois mois de tergiversations, l'Europe des douze a décidé de reconnaître la Croatie et la Slovénie. Des sanctions économiques visant toutes les républiques, on passera au boycott économique de la Serbie et du Monténégro seuls. Le régime serbe serait donc mis à l'index par la Communauté économique européenne.

Ce virage de la CEE semble consacrer le poids grandissant de la diplomatie allemande dans la crise yougoslave. Il s'agit sans doute d'un repositionnement européen rendu nécessaire par le déploiement attendu des casques bleus en Croatie. Les manœuvres pour la modification des frontières au profit de la Grande Serbie ne font que commencer.

La partie est d'autant plus difficile qu'il faudra convaincre les Croates qu'ils sont soutenus, tout en leur faisant accepter la perte d'une partie de leur territoire, dont la Slavonie orientale, croate à 70 %.

Si le mécanisme d'arbitrage de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) semble enclenché, la mission et les finalités de l'intervention demeurent objet de tractations serrées.

Le régime serbe affiche sa sérénité et qualifie de "proche" la position de l'émissaire de l'ONU, l'ancien secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance. Celui-ci réitère que des forces internationales d'interposition ne seront déployées qu'avec le consentement de toutes les parties. Proclamation de « *Vukovar ville serbe* », de « *gouvernement serbe* » dans les « *territoires libérés* » et appels à la colonisation des villages dont sont chassés les habitants croates majoritaires, conditionnent le consentement de Belgrade.

Le président Tudjman est, lui, contraint d'accepter le déploiement des troupes internationales non pas le long de la frontière entre les deux républiques mais entre cette frontière et la ligne de front actuelle — la reconnaissance européenne étant à ce prix.

Les "soldats bleus" assureront-ils la séparation des belligérants et le retour à la situation d'avant la guerre ou légitimeront-ils les conquêtes territoriales de la Serbie ?

Taraudés par une opinion publique troublée par l'indifférence européenne devant la lente agonie des habitants de Vukovar et d'Osijek, ne voulant plus endosser une orientation qui apparaît clairement comme une caution de l'expansionnisme serbe, les dirigeants allemands ont déployé une activité soutenue afin de convaincre les "douze", surtout les Français, de la nécessité de reprendre l'ini-

tiative en Yougoslavie. Les Français suivront, contraints et forcés, au non de la solidarité européenne, mais ils comptent, le moment voulu, marquer leur différence.

Car, Mitterrand refuse toujours de désigner l'agresseur et l'agressé. En distinguant les « *frontières administratives actuelles* » et les « *futures frontières internationales* » qui « *ne coïncident pas automatiquement* », Mitterrand se place dans la continuation du Traité de Versailles qui fut, pourtant, l'une des causes de la montée des nationalismes exclusifs dans les pays balkaniques.

En Croatie, la reconnaissance européenne favorise la mobilisation contre l'extrême droite. Dénoncé depuis des mois par la presse croate pour ses exactions et ses liens avec les fascistes européens, le Parti du droit est enfin mis en cause dans plusieurs instructions judiciaires et ses dirigeants arrêtés. Faute de soutien populaire, les milices de ce parti n'ont pas tenté le putsch contre le gouvernement actuel dit d'"unité démocratique" (libéraux, sociaux-démocrates, communistes réformateurs, etc.).

En Serbie, le régime de Slobodan Milosevic continue à grands pas sa décomposition idéologique en attaquant l'opposition et en s'appuyant davantage encore sur les bandes de tchetniks de V. Seselj (le fameux député qui a déclaré, en pleine Assemblée serbe, qu'il fallait égorger tous les Croates pour régler définitivement le problème croate). Compte tenu de l'insoumission et des désertions massives de la jeunesse serbe, le régime favorise l'envoi sur le front des volontaires tchetniks spécialisés dans le "nettoyage" et le pillage des villages conquis. Après les arrestations, les agressions physiques et le sacage des locaux d'associations pacifistes continuent à Belgrade.

Milovan Djilas, sortant de sa réserve, a qualifié l'intervention serbe en Croatie de guerre injuste vouée à l'échec. Le vieux dirigeant, exclu du Parti communiste et emprisonné dès 1965 pour sa critique de la bureaucratie « *nouvelle classe dirigeante* », a affirmé que les frontières entre les républiques yougoslaves fixées en 1945 demeurent les meilleures frontières possibles. Il a également rappelé que l'actuelle frontière serbo-croate fut tracée par une commission mixte serbe et croate qu'il présidait, lui, monténégrin neutre, après visites et consultations minutieuses dans tous les villages concernés. ★

4 décembre 1991
Slavko MIHALJCEK

Le malaise slovaque

« *Afin de protéger l'Etat du chaos* », Vaclav Havel a annoncé à la télévision, le 17 novembre 1991, qu'il mettrait en place plusieurs nouvelles mesures constitutionnelles, dont le droit du président à organiser un référendum dans certaines circonstances ; la rapide entrée en vigueur de la nouvelle législation sur la structure fédérale de l'Etat ; et une loi facilitant la convocation de nouvelles élections législatives et permettant au président de gouverner par décret si aucune majorité ne se dégage à l'Assemblée fédérale (1).

Colin MEADE



CETTE annonce solennelle a été motivée par l'imbroglio constitutionnel qui perdure, à cause de l'acharnement du gouvernement slovaque pour accroître sa souveraineté par rapport aux institutions fédérales. La Slovaquie, partie orientale de l'Etat tchécoslovaque, où vit environ un tiers de la population du pays, a toujours été un parent pauvre mécontent des différents gouvernements tchécoslovaques qui se sont succédés depuis 1918. Après la "révolution de velours" de novembre 1989, une puissante volonté de redéfinition complète des modalités de l'Etat unifié avec les Pays tchèques s'est développée en Slovaquie — une minorité significative demandant l'indépendance.

En 1990 et 1991, les principaux partis du Parlement et du gouvernement slovaques ont essayé d'exercer l'autodétermination en pratique, prenant des initiatives sans en référer aux autorités fédérales de Prague, et demandant que la nouvelle Constitution soit ratifiée d'abord par les deux parlements nationaux et seulement ensuite par l'Assemblée fédérale, ôtant donc la primauté constitutionnelle à cette dernière.

Le Conseil national slovaque (CNS, parlement) a discuté de la création d'une force de défense slovaque, des délégations slovaques indépendantes ont installé

des missions diplomatiques à l'étranger et « quand les politiciens fédéraux et tchèques ont posé leur candidature pour une intégration rapide à l'OTAN à la suite de la tentative de coup d'Etat de Moscou, Carnogoursky [le Premier ministre slovaque] a publiquement exprimé ses réticences » (2).

Les nombreuses négociations entre les représentants slovaques et tchèques/fédéraux se sont enlisées à l'heure de décider quelles lois — fédérales ou slovaques — devaient avoir la prééminence en Slovaquie.

Le conflit entre la direction slovaque et les partenaires fédéraux et tchèques va



Dessin extrait de Lidové noviny.

cependant au-delà des questions constitutionnelles. Comme l'ont montré les réserves de Carnogoursky sur l'OTAN, la pensée officielle slovaque n'est pas dans la ligne de l'orientation fermement pro-occidentale et pro-marché défendue à Prague.

En juin 1991, le Premier ministre slovaque de l'époque, Vladimir Meciar, a été démis à cause de ses réticences à soutenir un plan de privatisation drastique. Cepen-

dant son remplaçant, Carnogoursky, a aussi cédé aux pressions populaires sur les questions nationales et économiques. Comme l'a expliqué un partisan slovaque du maintien de la fédération actuelle : « *L'apparition d'un Etat fasciste ou totalitaire [dans une Slovaquie indépendante] n'est pas à exclure, mais il est absolument certain qu'on assisterait à un effondrement économique* » (3).

Pour Prague, la Slovaquie doit être remise au pas. Le moyen choisi pour le faire est la proposition de référendum, ou celle de nouvelles élections, qui risquent d'être à dessein polarisés autour de la question de la séparation ou non. Les efforts de l'Assemblée fédérale pour lancer un référendum ont cependant échoué à cause du boycott des principaux partis slovaques, ce qui explique la tentative présidentielle de passer par-dessus celle-ci.

L'habileté d'Havel

La manœuvre du président joue intelligemment sur la confusion du camp slovaque, divisé en trois principaux courants : l'un est résolument pro-fédéral (le Public contre la violence), l'autre est résolument séparatiste (le Parti national slovaque), mais ils sont tous deux très minoritaires. Le troisième courant, le plus important, veut trouver une forme de confédération à travers l'autodétermination. Ce point de vue est plus ou moins partagé par les partisans de l'ancien Premier ministre Meciar, le Mouvement démocrate-chrétien du premier ministre actuel Carnogoursky, et l'ancien Parti communiste.

Cependant ce courant est parcouru de conflits personnels et de luttes d'influence, derrière lesquels se cachent d'importantes divergences politiques et sociales ; ainsi tant les démocrates-chrétiens que les anciens communistes se retrouvent, de fait, dans le même camp sur cette question, et sur cette question seulement. Il en résulte des hésitations constantes dans la conduite de la lutte pour la souveraineté et dans les négociations avec les autorités tchèques et fédérales.

Les efforts pour faire adopter une déclaration de souveraineté au CNS ont échoué à plusieurs reprises, alors que si l'on compte les députés des partis qui, sur

1) Lidové noviny, 18 novembre 1991.

2) Rude pravo, 4 septembre 1991.

3) Vladimir Savcinsky in Lidové noviny, 15 novembre 1991.

le papier, s'y disent favorables, elle devrait passer sans difficulté.

Le Premier ministre slovaque, le démocrate-chrétien Jan Camogoursky, incarne ces hésitations ; il a critiqué extrêmement sévèrement la Déclaration de souveraineté slovaque sous prétexte qu'elle violerait la Constitution tchécoslovaque actuelle : « *Aucun Etat n'acceptera de reconnaître la Slovaquie si elle parvient à l'indépendance par des méthodes anticonstitutionnelles* » (4). Or, dans le même temps, il évoquait la naissance d'une Slovaquie indépendante en Europe en l'an 2 000 (5) — ce qui n'est plus si lointain...

Une autre faiblesse chronique de la direction slovaque est son hostilité envers la minorité hongroise — qui compte plus de 500 000 personnes —, ce qui a conduit les représentants de cette minorité à défendre aujourd'hui le camp pro-fédéral avec fermeté.

Une question incontournable

L'opinion publique slovaque est favorable dans l'ensemble à une sorte d'Etat commun avec les Tchèques. Etant donnée la lutte interne entre les dirigeants slovaques et leur volonté évidente d'éviter la confrontation sur cette question, un référendum, qui poserait abruptement la question de la séparation, pourrait aboutir à ce qu'une majorité de Slovaques se prononce pour la poursuite d'une fédération (si les gens votent pour une forme quelconque d'association) — cela serait interprété comme un feu vert par Prague pour mener à bien des réformes économiques et politiques.

Cependant, même si Prague remportait une victoire lors d'un référendum, la question slovaque ne serait pas enterrée. Les développements des réformes économiques à venir frapperont la Slovaquie avec une violence particulière et les institutions nationales slovaques seront vues comme un rempart contre les attaques. Havel a réussi à éviter l'usage de la force pour traiter la question slovaque, mais d'autres peuvent agir différemment. La question slovaque, sur tous les sujets, va continuer à occuper le premier plan de la vie politique du pays. ★

25 novembre 1991

4) CTK, 16 septembre 1991.
5) Libération, 20 juillet 1991.

Espoirs et déceptions

En novembre 1989, des millions de manifestants exigeaient la fin du règne de Gustav Husak, dans les rues des principales villes de Tchécoslovaquie ; délaissé par Moscou, isolé après la chute d'Erich Honnecker, en Allemagne de l'Est, et abandonné par la majorité de la base et de l'appareil du Parti communiste, le régime s'est rapidement écroulé, miné de l'intérieur.

En promettant un "retour à l'Ouest" et des réformes de marché, le Forum civique (FC) et son homologue slovaque, Public contre la violence (PCV), ont remporté une victoire sans conteste aux élections de juin 1990 (voir *Inprecor* n° 311 du 15 juin 1990). Depuis, le FC et le PCV ont éclaté ; dans les Pays tchèques, en autant de courants politiques différents ; en Slovaquie, entre des groupes qui soutiennent ou non le nationalisme slovaque.

Dans un témoignage paru dans la revue indépendante tchèque *Lysti*, dont nous reproduisons de larges extraits, Olga Sulcova raconte comment certains de ses collègues de travail ont vécu novembre 1989 et comment ils voient les choses deux ans après.

DOCUMENT



J'AI travaillé au même endroit pendant sept ans, dans une vieille imprimerie du centre de Prague, éditant, entre autres, des publications médicales où il y avait environ 80 per-

sonnes. J'ai interviewé mes collègues une semaine après la grève générale de novembre 1989. La plupart des gens étaient allés manifester — pendant toute une semaine, ils s'étaient rendus tous les après-midi à la place Wenceslas pour crier avec force « *L'heure est arrivée* ».

Du rêve...

J'ai demandé à certains de mes camarades : « *Pourquoi êtes-vous contents de la révolution ? Ça ne va pas changer grand-chose à votre vie professionnelle.* »

● Petr Svatek, imprimeur (29 ans) : « *J'espère que tout ce qui a été appris de par le monde dans le domaine de l'imprimerie sera appliqué ici rapidement. J'espère aussi que j'aurai une nouvelle machine, plus efficace. Nous avons un matériel obsolète et usé.* »

● Karel Langer, imprimeur (43 ans) : « *Même s'il faut que je passe le restant de mes jours devant ces machines, il y aura*

une autre ambiance — des élections libres, la liberté d'opinion, chacun choisira ce qu'il aimera. »

● Marie Kafkova, cliente (57 ans) : « *Comme vous le savez peut-être, je suis croyante. Jusqu'à présent, l'Etat nous a traité avec beaucoup d'hostilité. Je suis heureuse de savoir que mon petit-fils pourra connaître la religion comme moi ; je suis aussi contente de savoir que je pourrai aller à Vienne.* »

● Jaroslav Mikolas, imprimeur (57 ans) : « *Ce qui me tient le plus à cœur c'est que 1968 sera enfin réhabilité, ainsi que tous les espoirs de cette époque. Je suis aussi content de savoir que nos enfants seront plus libres que nous.* »

● Marika Drhanova, claviste (42 ans) : « *Nous avons tous été trompés d'une façon ou d'une autre durant ces vingt dernières années, et souvent il n'y avait absolument rien à faire, même si on se cognait la tête contre les murs. Il serait dommage de privatiser la santé ou l'éducation. Même s'il n'y pas beaucoup de changements pour nous, ce sera différent pour nos enfants.* »

● Milos Javurek, imprimeur (42 ans) : « *La liberté s'exprimera elle-même partout et peut-être un jour aussi ici. Je pense surtout que ce mouvement nous conduira quelque part.* »

● Miroslav Petrzilka, imprimeur off-set (25 ans) : « *Cela dépend essentiellement de moi. Je suis assez paresseux, mais c'est aussi dû à la façon dont fonctionnent les choses. Si je fais du bon tra-*

vail, peut-être que quelqu'un sera capable de le reconnaître. »

Voilà ce qui m'est resté de mon sondage privé de décembre 1989. Presque deux ans après, j'ai retrouvé ces pages avec les réactions de mes amis de travail, avec leur enthousiasme naïf ; leur espoirs irrésistibles en des lendemains meilleurs sont presque touchants après une si courte et à la fois si longue période. Aujourd'hui, cela ressemble à de l'histoire.

... à la réalité

Comment ces gens répondraient-ils aujourd'hui aux mêmes questions ? Étaient-ils encore disposés à me parler ?

● Petr Svatek (31 ans) : « Ça me fait rire quand je pense à ce que je disais il y a deux ans. J'espère que vous n'avez pas pris ma réponse trop au sérieux. J'ai beaucoup plus de soucis maintenant qu'alors. Et beaucoup plus sérieux. Nous attendons notre deuxième enfant, et mon épouse est à la maison depuis l'an dernier, son poste de travail n'existe plus. Ma paie — 2 500 couronnes par mois — n'a pas augmenté, mais les prix oui. Je paye 1 500 couronnes de loyer ; des chaussures pour notre enfant de trois ans coûtent 80 couronnes ; des bottines, qui avant coûtaient 30 couronnes, en valent 250 maintenant. Si je n'avais pas un deuxième emploi dans le privé, je ne sais pas comment nous survivrions. Après novembre 1989, le président Havel a dit que notre niveau de vie — celui des gens qui n'ont rien hérité et qui n'ont pas de capital — ne chuterait pas. Il semble que ce n'était pas vrai. Mais est-ce que je voudrais que les choses redevennent comme avant ? Non, en aucun cas. »

● Karel Langer (45 ans) : « Je suis plus prudent qu'hier. J'ai perdu mes illusions. Je vois que les gens qui s'en sortent aujourd'hui sont les mêmes que ceux qui vivaient bien en novembre 1989. Ces gens ont gardé leurs relations et leurs connaissances d'autrefois ; ils sont liés par des coups tordus. Ce sont eux les vainqueurs. Ce qui m'ennuie le plus, c'est que ceux qui ont le plus à se reprocher n'ont pas eu à répondre de leurs actes. Il n'est rien arrivé à aucun d'entre eux. Ils vivent tranquillement en paix. On n'a pêché que le menu fretin, alors que les gros poissons nagent encore. Pire encore : le capital étranger a participé à la petite privatisation (1).

» Depuis le début, tout le monde aurait dû prouver comment il avait accumulé de telles sommes d'argent. Ici, personne n'aurait pu arriver avec 82 millions de couronnes et acheter un bateau de plaisance. Voilà ce qui me fait bouillir. Pourquoi devons-nous nous

conduire comme des idiots ? Il faut dire les choses telles qu'elles sont. »

● Marie Kafkova (59 ans) : « Ces Slovaques me rendent folle. Pourquoi nous arrangeons-nous avec eux ? S'ils veulent s'en aller, qu'on les laisse partir ! Si j'ai été à Vienne ? Pas encore, je n'ai pas eu le temps. Il y a tellement d'autres choses qui me tracassent. »

● Jaroslav Mikolas (59 ans) : « Je maintiens tout ce que j'avais dit. Nos enfants sont plus libres que nous ne l'avons été, même si leur vie est plus compliquée. Notre fils était gérant d'un magasin, mais l'établissement où il travaillait a été vendu aux enchères, et maintenant il ne sait pas ce qu'il va devenir. Lui, il n'a pas les moyens d'acheter une affaire aux enchères. Avant, ici, on vivait mieux, mais ça ne marchait pas ; ça aurait fini par exploser. »

◆ Et qu'en est-il de 1968, pensez-vous vraiment que le Printemps de Prague sera réhabilité ?

« Évidemment oui, à mon avis. »

◆ Mais lorsqu'on lit les journaux ou qu'on écoute les hommes politiques, on a l'impression que c'est le contraire...

« Ça, c'est le jeu politique. Des gens dont le nom n'évoque aucun exploit rabaisent tous ceux qui avaient fait des choses bien en 1968. A mon avis, ce qu'on avait fait ou essayé de faire alors était juste et correspondait aux nécessités de l'époque. Ce qui arrive aujourd'hui est le fruit de 1968. Sans le Printemps 1968 il n'y aurait pas eu novembre 1989. »

● Marika Drahanova (44 ans) : « Je continue à tenir à tout ce que j'ai dit et espéré en 1989. Sans novembre 1989, les choses auraient été bien pires. Cela peut encore arriver. J'ai peur que dans un an ou deux il n'y ait pas assez à manger. Je ne comprends rien à notre politique agricole ; je ne sais pas si nos hommes politiques sont plus au courant que moi ! Il est sûr que si les fermiers quittent leurs terres en les laissant à l'abandon et en mauvais état, nous irons droit à la famine. Par ailleurs, je ne pense pas que cela soit juste que des communistes conservent des postes importants. Les communistes seront toujours des communistes !

» Les prix ont doublé plusieurs fois, mais nos salaires sont les mêmes. Nous avons deux filles à l'école, — l'une fait des études d'agriculture et l'autre est dans un collège technique. Je suis obligée d'acheter la plupart de leurs livres avec nos économies, mais il ne me reste pas grand chose. Je vis dans la crainte que le frigidaire ou la machine à laver tombe en panne ; où est-ce que je pourrais trouver 10 ou 12 000 couronnes aujourd'hui ? Je me plains souvent, mais lorsque quelqu'un me répond que c'était mieux sous

les communistes, je me jette sur lui ! Tant qu'on a du travail ça va — je travaille, tout comme mon mari. »

● Milos Javurek (44 ans) : « Je maintiens ce que j'ai dit il y a deux ans, mais maintenant je suis minoritaire. Les gens sont mécontents et se plaignent. Ils disent que tout va mal et que personne n'est à la bonne place, qu'ils feraient mieux. L'éducation des quarante dernières années transparait ; on sent la haine et la jalousie. La théorie selon laquelle tous les estomacs sont pareils s'est enracinée. Il faudrait que tout le monde ait la même chose. Notre peuple est ainsi fait : il s'entiche de quelque chose, mais quelques jours plus tard ça ne l'intéresse plus et il part boire une bière. C'est la même chose quand il faut se serrer la ceinture — quand il faut vraiment le faire, nous ne voulons pas en entendre parler. Les pires râleurs sont ceux qui ont le moins de raison de le faire. Il me semble que dernièrement les gens se sont un peu calmés — l'inflation s'est arrêtée.

» Je pense qu'à terme tout ira mieux. Il faut du temps, il ne faut pas être trop impatient. Des problèmes que personne n'avait prévus sont apparus, et il n'est pas facile de les résoudre. Mais les choses iront mieux petit à petit, je suis optimiste et serein. Avant, j'allais à ma maison de campagne tous les week-ends, maintenant je ne peux plus m'y rendre. Mais je suis tranquille ; je ne suis plus ennuyé par les manifestations du 1er Mai, par des meetings obligatoires, par l'éducation politique ou encore par des pressions pour me faire rejoindre le Parti. Et si je veux prendre mon passeport et partir, je peux le faire quand je veux et où je veux. »

En 1989, je n'avais pas interrogé J. D. qui avait été embauché plus récemment au façonnage. Il était arrivé au début de l'année 1989, en sortant de prison ; ce n'était pas un criminel — juste un récidiviste condamné pour avoir volé des brouettes et troublé l'ordre public. Ce gars avait un casier judiciaire chargé, aucune qualification, aucune connaissance et pas de domicile ; il venait de quitter sa seconde femme.

Je l'ai rencontré, en mai 1991, dans l'ancien bâtiment du comité national, j'étais venue pour mes allocations et lui cherchait une licence de commerce. En fait, notre gars qui n'avait rien possède maintenant deux voitures, des magasins de luxe à Prague, a les doigts pleins de bagues et un beau magot à la banque. ★

Olha Sulcova, Listy n° 5- 1991

1) Voir Inprecor n° 326 et 338 des 15 mars et 11 octobre 1991.

La chute d'un géant

Les 27 et 28 septembre 1991, l'Union communiste soviétique de la jeunesse (Komsomol) a tenu son XXII^e et dernier congrès à Moscou. Un hebdomadaire a rapporté cet événement sous le titre : "Les vampires assistaient aux funérailles". En effet, le congrès était essentiellement consacré à la répartition de l'immense fortune de l'organisation, et non à une discussion approfondie sur la jeunesse soviétique.

Poul Funder LARSEN



CE COLOSSE qui, au milieu des années 80, comptait 42 millions de membres, et regroupait encore en juin 1991, plus de 20 millions de jeunes, au moins sur le papier, s'est effondré du jour au lendemain. A sa place, se sont créées des "unions républicaines de jeunes" sur une base apolitique. Mais, la plupart des fonds et des propriétés des Komsomols ont déjà disparu, investis dans des compagnies privées et des affaires dirigées par d'anciens bureaucrates.

Pendant des décennies, la participation aux Komsomols était obligatoire pour les étudiants et les jeunes travailleurs ; ils jouaient un rôle de "représentant" du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) et de "construction socialiste" dans la jeunesse ; c'était un relais pour le contrôle social, organisateur d'activités de loisirs et pourvoyeur de privilèges. Pendant les années de perestroïka, l'organisation est devenue de plus en plus discréditée dans des couches importantes de la jeunesse, en tant que fidèle subordonné du système bureaucratique et que symbole de sa corruption et de son népotisme.

Quand les Komsomols ont perdu le monopole des activités de jeunesse, à la fin des années 80, l'appareil de l'organisation a dû chercher de nouveaux moyens pour assurer sa subsistance. Les bureaucrates des structures centrales, républicaines et régionales ont dès lors été à l'avant-garde du "tournant vers les affaires". Ceci a été facilité par des lois accordant des exonérations d'impôts importantes aux entreprises gérées par les Komsomols.

La jeunesse soviétique a été fortement frappée par la crise sociale de ces der-

nières années. La plupart des étudiants reçoivent entre 90 et 130 roubles par mois de bourse de l'Etat ; or, il faut aujourd'hui de 4 à 5 000 roubles pour vivre (1). De fait, tous les étudiants dépendent de leurs parents — beaucoup d'entre eux travaillent à temps partiel ou font du commerce informel. De nombreux diplômés sortant du système éducatif connaissent une situation semblable, ne gagnant qu'environ 2 ou 3 000 roubles par mois.

Génération marché

Un sous-prolétariat marginalisé de jeunes est en train d'apparaître : exclus de l'école, soldats démobilisés, etc. Quand le processus de privatisation va s'amplifier, des centaines de milliers de jeunes chômeurs, bénéficiant uniquement d'une maigre allocation temporaire, risquent de les rejoindre (2).

La pénurie extrême de logements est un trait permanent de la vie soviétique, obligeant souvent les jeunes à vivre avec leurs parents, même quand ils ont fondé leur propre famille. Il est peu probable que les privatisations changent quelque chose à cela, car les jeunes ne disposent pas d'assez d'argent pour acheter un appartement.

La crise touche toutes les sphères de la vie : il y a des coupes sombres dans l'éducation alors que l'éventail et la quantité des activités de loisir pour les jeunes ont diminué. Le manque de contraceptifs et de logements rend très difficile la vie des jeunes couples. Dans certaines régions, comme à Moscou, il paraît qu'aujourd'hui le nombre des avortements dépasse celui des naissances (3).

Durant toute la dernière période, les Komsomols n'ont pratiquement rien fait, malgré cette myriade de problèmes, s'accrochant aux anciennes routines bureaucratiques, tout en essayant de se bâtir un empire commercial.

Depuis quelques mois, des luttes embryonnaires sont apparues chez des étu-

dians qui protestaient contre leurs conditions sociales et contre l'impact de la privatisation sur l'éducation. Les jeunes ont également joué un rôle dans certaines grèves — surtout dans le mouvement des mineurs — mais il ne s'agit pas là d'une tendance générale. ★

20 novembre 1991

1) Selon la Fédération des syndicats de Moscou, le minimum vital est de 510 roubles par mois. De plus, le système d'indexation traîne loin derrière le taux d'inflation, qui dépasse 10 % par mois.

2) L'allocation chômage à Moscou est en moyenne de 265 roubles par mois, mais après sept mois de chômage, l'on ne reçoit plus que 45 % de cette somme, et après un an, plus rien. *Argumenty i Fakty* n° 44, novembre 91.

3) Voir *Inprecor* n° 303 du 23 février 1990.

Nouvelle donne

Dimitri Solonnikov, étudiant à l'Institut électrotechnique de Leningrad, est un des dirigeants de la Fédération de la jeunesse socialiste (FJS) dans cette ville. La FJS publie *Le Nouveau Journal*, diffusé à 20 000 exemplaires, dont Dimitri est le responsable politique. *Inprecor* l'a interrogé sur les buts de son organisation.

INPRECOR : Comment est née la Fédération de la jeunesse socialiste ?

Dimitri SOLONNIKOV : En 1989, un courant d'opposition est apparu au sein des Komsomols, l'Alternative Surgut, qui demandait la réorganisation de cette organisation (1). Nous pensions qu'il fallait démolir cette structure totalitaire et la remplacer par différentes organisations de jeunesse, selon des critères sociaux et politiques. J'ai été délégué de ce courant au XXII^e Congrès des Komsomols. Nous avons fait des propositions alternatives dans tous les domaines — nous proposons un candidat à la présidence, nous avons prévu de changer le nom et les statuts, etc. Et nous avons perdu.

Après cela, l'opposition a donné naissance à deux structures de jeunes : la FJS et l'Association démocratique russe de la

1) Ce courant a été baptisé ainsi car il avait tenu sa première conférence dans la ville de Surgut.

jeunesse, qui s'identifie au Parti démocrate ; les uns sont allés vers la gauche, les autres vers la droite. La FJS existe dans sept villes, mais sa branche de Léningrad est l'une des plus fortes. Nous sommes soutenus par des organisations de base des Komsomols, qui regroupent 10 000 personnes sur le papier. Mais c'est bien sûr fictif ; en réalité, nous pouvons compter sur 25 à 30 militants actifs.

◆ Quel type d'activités menez-vous ?

Pour vous donner un exemple, la semaine prochaine nous allons distribuer un tract protestant contre le service militaire. Il y a quelques semaines, le recrutement pour l'armée soviétique a été annoncé, alors qu'un mois auparavant Gorbatchev avait amnistié tous les soldats condamnés pour désertion. En faisant cela, il admettait que la situation de l'armée est anormale et inhumaine et que les tribunaux militaires ne sont pas capables de s'en occuper. Cependant, le service militaire reste obligatoire.

Nous pensons qu'il ne peut être effectué que si les lois sur la désertion sont modifiées ; si les gens subissent des conditions inhumaines, ils doivent avoir le droit de désertir et les pouvoirs des tribunaux militaires devraient être transférés à la juridiction civile.

◆ Quelle opinion portes-tu sur la dernière période de l'existence des Komsomols et quelles conclusions politiques tires-tu de leur effondrement ?

Je pense qu'il y a déjà environ un an et demi que cette organisation — qui a traditionnellement servi de courroie de transmission de la politique de l'Etat dans la jeunesse et surtout de caisse de protection sociale — a cessé d'exister. Ainsi, lors de la XXXe conférence régionale des Komsomols à Léningrad, en 1990, la question de sa transformation en structures sociales (syndicats d'étudiants, de jeunes travailleurs, etc.) était à l'ordre du jour. Mais cela ne s'est pas fait et, depuis lors, aucune idée n'a été avancée sur l'avenir de cette organisation, qui a sombré dans le déclin ; début 1991, en fait, il n'y avait plus ni base militante ni activité concrète.

Pour moi, le seul aspect négatif de l'effondrement des Komsomols est qu'aujourd'hui il n'existe plus aucune organisation de jeunesse. Mais le fait que ce monsieur totalitaire ait disparu est positif. Dans un certain sens, les Komsomols ne pouvaient exister que dans un Etat tota-

litaire. Les structures des organisations de jeunesse en Europe de l'Est n'ont pu être préservées ou réorganisées non plus.

◆ Que sont devenus les biens des Komsomols à Léningrad ?

Les biens des Komsomols [au niveau de toute l'Union soviétique] atteignaient environ 3 milliards de roubles, or aujourd'hui il n'en reste presque plus rien. Il y a deux ans, les Komsomols de Léningrad contrôlaient une fortune de 25 à 30 millions de roubles ; ils détenaient un hôtel, un bureau de tourisme pour la jeunesse, divers autres biens et de l'argent sur des comptes bancaires.

Mais les permanents, conscients du fait que l'organisation allait couler, ont passé ces deux ou trois dernières années à investir l'argent dans plusieurs structures commerciales.

L'hôtel de Léningrad a été vendu, mais les Komsomols ont gardé 40 % des actions. Cependant, le contrat était établi de telle manière que les Komsomols ne pouvaient pas réclamer leur part en cas de dissolution. Il est donc probable que, dans un avenir proche, l'hôtel se transforme en société anonyme. Il y a deux semaines, il ne restait que 200 000 roubles sur le compte régional : nous sommes fauchés !

◆ Est-il possible de créer des organisations de jeunesse indépendantes maintenant que les Komsomols n'existent plus ?

Il y a eu des tentatives. Des syndicats et des associations d'étudiants existent dans la plupart des instituts, mais ils sont très faibles. Ainsi, l'association de notre institut, qui compte 7 000 étudiants, n'a que dix membres. La plus grosse est sans doute celle de l'université de Léningrad — mais elle n'a cependant qu'une centaine de membres sur 15 000 étudiants. Cela illustre l'apathie de la jeunesse face à la politique et aux questions sociales.

Il existe aussi un syndicat des jeunes travailleurs à Léningrad, qui intervient dans une douzaine des plus grandes entreprises. Créé à l'initiative des Komsomols, il est aujourd'hui relativement indépendant ; peu à peu, les organisations des grandes entreprises se sont séparées de la direction des Komsomols régionaux et se sont regroupées.

Selon moi, l'apathie de la jeunesse vient du fait que les réformes de ces dernières années ne vont pas dans la bonne

direction. Dans les premières années, les jeunes étaient les plus ardents partisans de la perestroïka. Les gens croyaient que la politique de libéralisation de Gorbatchev ouvrirait de nouvelles possibilités, que l'individu reprendrait ses droits et que la jeunesse en bénéficierait.

Mais, alors qu'auparavant la bureaucratie brimait les jeunes, aujourd'hui, la nouvelle structure, le capitalisme, ne s'intéresse ni à leurs initiatives ni à leurs vies. Son principal but est le profit, souvent au détriment des jeunes. Ils se rendent compte que ce pourquoi ils se sont battus ne s'est pas matérialisé ; beaucoup se sentent dupés, ce qui renforce sa passivité.

Il y a trois ans, quand le Front populaire a été créé à Léningrad, en tant que bloc démocratique d'opposition au Parti communiste, il regroupait de nombreux jeunes. Il était facile d'y entrer : il suffisait de participer à une action, d'aller à une réunion et on était intégré.

Nous avons aussi créé une branche du Front populaire et avons essayé de mettre en pratique nos idées démocratiques. Mais quand les événements se sont accélérés, et qu'il a fallu délaissier les slogans généraux et démocratiques pour un travail plus idéologique, la plupart des jeunes ont abandonné. Bien sûr, du 19 au 21 août, quand il a fallu défendre les grands idéaux abstraits de la démocratie, beaucoup de jeunes sont allés sur les barricades dressées autour de la Maison-Blanche à Moscou et du bâtiment du soviet local à Léningrad (2). Mais après, ils n'ont rejoint aucune organisation.

◆ Penses-tu qu'en Russie, aujourd'hui, les jeunes soient partisans des courants libéraux ?

En ce moment, la jeunesse a tendance à se renfermer sur ses problèmes ; tout le monde se demande comment survivre à la crise. Il existe des illusions sur les prétendues chances de tous de devenir des hommes d'affaires et sur le fait que, par conséquent, l'action collective n'est pas nécessaire. Les gens évitent de s'engager.

Mais, en réalité, les étudiants connaissent une situation très difficile. Auparavant, l'on pouvait aller en Sibérie pour travailler dans la construction et économiser environ 2 000 roubles. Avec cela et la bourse, l'on pouvait vivre pendant toute une année. Mais aujourd'hui, c'est impossible à cause de la rupture des liens économiques. ★

Moscou, 14 octobre 1991
Propos recueillis par P. F. Larsen

2) Voir *Inprecor* n° hors série du 29 août 1991.

« Un congrès de bureaucrates »

Pour mieux comprendre la crise des Komsomols, *Inprecor* a rencontré Igor Maliarov, étudiant de troisième cycle à l'Institut d'économie de l'université d'Etat de Moscou, qui est l'un des dirigeants de l'Initiative communiste du mouvement de la jeunesse, qui veut succéder aux Komsomols.

INPRECOR : *Que penses-tu du XXIIe Congrès des Komsomols, qui vient de décider de dissoudre l'organisation ?*

Igor MALIAROV : Le XXIIe Congrès a été convoqué par les bureaucrates des Komsomols, en violation des règles de l'organisation, qui exigent une période préparatoire de trois mois et l'élection des délégués — ce qui a été ignoré. Ainsi, le congrès a réuni 90 % de permanents des Komsomols, la moyenne d'âge des délégués était très élevée et les opinions des militants de base n'ont pas été prises en compte avant la dissolution de notre organisation. Notre groupe a fait le siège de la réunion avec des banderoles, et nous avons présenté une ligne alternative à celle de la direction. Nous voulons la renaissance d'une organisation qui rassemble les jeunes socialistes. Cette position a été appuyée par une vingtaine de délégués.

◆ *Quelles tâches une organisation de ce type devrait-elle assumer ?*

En ce moment, un cercle étroit d'intellectuels, qui constituait déjà une couche de parasites durant les "années de stagnation", sous Brejnev, est en train de s'enrichir et de consolider son pouvoir. La partie de la société la plus exposée à ce processus est la jeunesse. Il faut canaliser sa protestation dans des formes organisées pour demander la création de nouveaux emplois, pour qu'il existe une protection en cas de licenciement, pour que l'éducation reste gratuite, pour que des crèches fonctionnent, etc. Si nous y arrivons, nous attirerons de larges couches de jeunes. Les travailleurs doivent apprendre

à protéger leurs droits — personne ne le fera à leur place.

◆ *Que sont devenus les biens des Komsomols ?*

La propriété est formellement passée aux mains de la société anonyme Coopération, qui est le garant des avoirs des Komsomols : l'imprimerie Jeune garde, la maison d'édition Echo, les bâtiments, les voitures, etc. En réalité, elle a été donnée à d'anciens permanents des Komsomols reconvertis en hommes d'affaires.

Nous pensons qu'une partie considérable des biens est utilisée par ces dirigeants pour leur propre compte. Ainsi, le deuxième secrétaire du comité central des Komsomols est aujourd'hui directeur de la compagnie par actions Jeune garde. Ces firmes commerciales versent de l'argent à plusieurs "fonds indépendants" ; or, ces fonds sont également gérés par d'anciens permanents qui avaient fait main basse sur l'argent à l'époque où ils étaient "militants" de l'organisation.

◆ *Lors du congrès, certains délégués des républiques non-russes ont qualifié de conspiration grand-russe la décision d'abolir les Komsomols.*

C'est vrai que l'organisation russe des Komsomols s'est taillée la part du lion en accaparant les propriétés, ce qui a provoqué le mécontentement dans les autres délégations. Les décisions du congrès ont été en grande partie dictées par les Komsomols russes, qui soutenaient à fond la dissolution. Dans ce processus, l'organisation de Routsokoy, le Parti démocratique des communistes russes, aujourd'hui rebaptisé Parti de la Russie libre (1), a joué un rôle équivoque. Cette organisation regroupe en grande partie d'anciens apparatchiks des Komsomols, qui veulent maintenant s'en débarrasser.

◆ *Quelle est la base sociale de votre courant oppositionnel ?*

Nous avons réuni notre conférence de fondation en décembre 1990. A l'époque, nous avons décidé de créer une opposition au sein des Komsomols, parce qu'il n'existait pas d'autre réel mouvement de

jeunesse politique. La plupart des militants sont des étudiants, de jeunes employés et des diplômés à la recherche d'un emploi ; il y a peu d'ouvriers. Nous pensons que comme le chômage va devenir un danger imminent, nous devons aussi chercher le soutien des jeunes ouvriers.

◆ *Etant donnée l'atmosphère actuelle, fortement opposée au Parti communiste, il semble difficile — peut-être même déraisonnable — d'essayer de "refonder" les Komsomols. Les suites du putsch ont-elles modifié votre opinion là-dessus ?*

Nous pensons que les structures actuelles des Komsomols ne sont ni léninistes ni communistes. Or, nous voulons justement fonder une organisation communiste. Nous essayons de rassembler l'ensemble de la jeunesse communiste, susceptible de travailler au sein d'une telle organisation. D'ailleurs, nous ne comprenons pas pourquoi le coup de force d'août a été qualifié de "communiste". Nous ne considérons pas ces gens comme des communistes, et l'attaque du PCUS qui a suivi était parfaitement illégale. S'ils peuvent aujourd'hui interdire le PCUS et confisquer ses biens, ils pourront faire la même chose demain avec n'importe quel parti dont la ligne ne conviendra pas aux dirigeants. Je pense que les démocrates radicaux, qui, en août, ont applaudi la chute du PCUS et ont renversé des statues, seront les premiers à en pâtir.

◆ *Après la chute du PCUS, plusieurs initiatives pour créer de nouveaux partis ont été lancées. Qu'en penses-tu ?*

Nous essayons de ne pas diviser les forces qui veulent de nouveaux Komsomols. Les gens soutenant notre projet ont des points de vue différents. Nous sommes très intéressés par le projet de Parti du travail mais voulons attendre et voir s'il se concrétise.

En revanche, nous portons une appréciation négative sur le parti de Roy Medvedev (2). Il n'est pas difficile de se rendre compte qu'il s'agit d'une manœuvre de l'appareil. En fondant un nouveau parti, le vieil appareil espère probablement recevoir sa part des restes de la fortune du PCUS. Je pense que les nouveaux dirigeants vont même les aider afin d'éviter la formation d'une opposition plus sérieuse. ★

Moscou, 5 octobre 1991
Propos recueillis par P. F. Larsen

1) Voir *Inprecor* n° 341 du 22 novembre 1991.
2) *Ibidem*.

Avec ou sans FIS ?

Les élections législatives qui devaient se tenir en juin 1991, avaient été suspendues suite à l'instauration de l'état de siège par le gouvernement du Front de libération nationale (FLN), incapable de contrecarrer les manifestations intégristes par d'autres moyens (voir *Inprecor* n° 334 du 5 juillet 1991). Le nouveau Premier ministre algérien, Sid Ahmed Ghozali, a fixé le scrutin au 26 décembre 1991.

Un seul des dirigeants du Front islamique du salut (FIS) incarcérés en juin dernier, Mohammed Saïd, a été libéré ; mais, malgré des menaces de boycott et des louvoisements, la direction intégriste actuelle semble s'apprêter à participer au processus électoral.

Inprecor a interviewé Chawki Salhi, porte-parole du Parti socialiste des travailleurs (PST).

INPRECOR : *La loi électorale imposée par le pouvoir semble avoir provoqué des remous importants, notamment au moment de son examen à l'Assemblée nationale, tant entre le gouvernement et le FFLN, que parmi l'opposition.*

Chawki SALHI : Ces divergences apparentes sont largement artificielles. Autant les différents courants du pouvoir que la plupart des partis dits démocratiques, à l'exception du Front des forces socialistes (FFS) d'Hocine Aït Ahmed, sont en fait d'accord sur le scrutin majoritaire à deux tours. Cela démontre leur incompétence et leur absence de bon sens car la plupart d'entre eux vont ainsi disparaître de la scène électorale.

Ce consensus n'a été rompu que par le Parti socialiste des travailleurs (PST), qui s'est battu pour la proportionnelle, rejoint ensuite par une trentaine d'autres petites organisations.

Les intégristes, eux, se sont déclarés partisans d'un scrutin majoritaire proportionnel, avec prime à la majorité — cela leur avait d'ailleurs donné de bons résultats le 12 juin 1990 (1). Le FFS, lui, après beaucoup d'hésitations s'est déclaré partisan de la proportionnelle départementale (qui ne l'avantage pas vraiment, mais qui est un mode d'élection moins scandaleux que le scrutin à deux tours).

Mais tout ce débat est artificiel, car une fois que les grands partis démocratiques ont compris que la magouille du pouvoir pour les élections du 27 juin 1991

était destinée à réduire le poids du FIS dans l'Assemblée populaire nationale (APN), ils ont accepté ce grand trafic démocratique. Ce système permet une forte représentation des populations du Sud, très dispersées, un poids plus faible de celles de la campagne et encore moindre de celles des villes.

Ce mode de scrutin lésait y compris ces grands partis démocratiques, car tous les phénomènes politiques nouveaux se déroulent d'abord dans les agglomérations. La loi électorale arrange évidemment le pouvoir, qui jouit de fait de la bénédiction de la plupart des partis d'opposition. Certains partis (dont celui d'Ahmed Ben Bella) proposaient un "troisième candidat au second tour" (aujourd'hui, il faut plus de 10 % pour y être présent, mais, selon les traditions, il ne reste que deux candidats en lice) — mais c'est aussi de la mauvaise arithmétique.

Lorsque la loi a été votée, plusieurs personnalités du pouvoir ont enfin compris que le scrutin à deux tours était à double tranchant et que, même s'il gagnait, le FLN risquait de rencontrer des problèmes pour s'assurer d'une majorité absolue — la plupart de ces alliés potentiels étant menacés de disparaître.

◆ *Un autre débat est apparu autour de la loi électorale ; il s'agit du système des procurations, qui, de fait, empêchait les femmes de voter (2).*

Il y a deux ans, la lutte des femmes pour le droit de vote était totalement igno-



rée dans les médias et parmi les grands partis démocratiques. Puis, les gens ont commencé à prendre conscience que 3,5 millions de femmes mariées allaient se voir confisquer leur voix, ce qui a provoqué un vent de panique. Il y a même eu un conflit entre le Premier ministre, Sid Ahmed Ghozali, et l'APN qui a tenu à marquer sa souveraineté par rapport au gouvernement, en faisant des modifications de forme à ce sujet.

Finalement, le Conseil constitutionnel, qui, en général, n'a ni représentativité ni fonction, a examiné la loi et a supprimé le droit de vote sur présentation du livret de famille. Les femmes ont donc maintenant légalement le droit de voter, même si beaucoup d'entre elles ne le feront pas parce qu'on les empêchera de quitter leur domicile ; en tout cas, leur vote ne sera plus manipulé.

◆ *Quelle va être l'attitude du Front islamique du salut (FIS) ? Si ses principaux dirigeants sont toujours emprisonnés, va-t-il appeler à boycotter ces élections ou non ?*

Il faut rappeler que le FIS a connu un éclatement important au lendemain de l'arrestation d'Abassi Madani et d'Ali Belhadj, le 30 juin 1991, entre les dirigeants historiques, d'une part, et un secteur représenté par des leaders moins connus, de l'autre. Les premiers représen-

1) Voir *Inprecor* n° 311 et 312 des 15 et 19 juin 1990.

2) Selon la loi électorale en vigueur jusqu'à présent, les hommes avaient le droit de voter pour leur femme sur simple présentation du livret de famille. Depuis des années, les organisations de femmes se battent contre cette législation, sur le thème « Une homme, une femme, une voix » et « Une présence, un bulletin de vote ». Voir *Inprecor* n° 325 du 1er mars 1991.

taient la tendance dure, et même militaro-guerrière du FIS. Pour sa part, un illustre inconnu, sans aucun charisme, qui, depuis, apparaît comme le dirigeant public du FIS, Hachani, a déclaré qu'il fallait refuser de discuter avec le pouvoir tant que Madani et Belhadj restaient en prison. Mais malgré cela, il a vite commencé à négocier avec le gouvernement et s'est lancé dans la préparation des législatives, tout en déclarant que le FIS ne participerait pas au scrutin tant qu'il y aurait des emprisonnés.

Finalement, le FIS se prépare non seulement à y participer, mais il accepte même de ne présenter ses grands leaders emprisonnés que comme suppléants, pour contourner la réglementation qui oblige les gens à déposer eux-mêmes leur dossier de candidature — il continue de dire à sa base que les prisonniers sont simplement candidats. Le FIS accepte donc ce déni de justice : des accusés présumés innocents sont traités comme des coupables et interdits de droits civiques ! La loi était évidemment faite pour empêcher Madani et Belhadj de se présenter et le FIS s'y est plié, en ne les présentant que comme suppléants. Mais le pouvoir a même refusé cela — alors que ce n'est pas stipulé par la loi ; Hachani a alors déclaré que le FIS boycotterait les élections, en mettant en garde le pouvoir :

« Comment voulez-vous que j'aille dire au Majlis-el-Choura [la direction du FIS] d'y participer ? Si on participe il faut gagner ; si on ne participe pas, il faut empêcher les élections. » La direction du FIS agit donc à sa guise pour participer à tout prix au scrutin.

◆ *A ton avis, après l'état de siège, le FIS dispose-t-il d'un soutien aussi important parmi la population qu'auparavant ?*

Le FIS a énormément reculé ; déjà au printemps 1991, son influence parmi la population avait été entamée. Mais, malgré cela, il a repris une place centrale sur la scène politique, parce que les autres forces sont incapables de se présenter comme une alternative — à cause du vide politique.

Les partis démocratiques ont engagé toutes leurs énergies dans des polémiques virulentes contre telle ou telle loi de l'As-

semblée nationale, laissant le terrain au FIS qui apparaît comme une opposition sans nuances, conséquente et constructive.

Mais dans le domaine au cœur des préoccupations des gens, l'aggravation de la crise économique, le FIS reste marginal ; il n'arrive pas, malgré ses tentatives pour construire un syndicat, à jouer un rôle moteur dans le mécontentement social à partir du moment où celui-ci doit s'exprimer par des revendications.

Mais le FIS est quand même apparu sur la scène politique : il a rempli un grand stade à la rentrée pour demander la levée de l'état de siège ; il a organisé des marches, dont celle de Tizi-Ouzou, les 23 et 24 novembre 1991, pour se donner un ton conquérant et combatif. Cela lui permettra peut-être de légitimer sa position de participation aux élections, et de la faire accepter par une base combative.

Après avoir menacé d'empêcher la



campagne électorale de se dérouler, dernièrement, certains secteurs du FIS se sont mis à saborder les activités des autres partis — Ben Bella n'a pas pu tenir plusieurs meetings dans l'Est.

Il est difficile de savoir s'il s'agit de dérapages, d'une orientation décidée ou d'un baroud d'honneur avant de participer à la campagne.

◆ *Quelle est l'attitude de la population vis-à-vis des prochaines élections ?*

La crise économique est la préoccupation majeure des gens. En outre, la démocratie a perdu du crédit aux yeux de la population ; l'état de siège a encore davantage mis en évidence le caractère dérisoire des prétendues alternatives en présence qui se chamaillaient dans les médias, tout en faisant des démarches impuissantes. Le pouvoir est apparu comme le maître du jeu — au-delà du gouverne-

ment, il s'agit de l'armée, du président, etc. Les gens perdent toute confiance dans cette démocratie ; non seulement le jeu des partis est dérisoire, mais avec le danger du FIS, qui a été exagéré par la façon même dont le pouvoir a bredouillé en juin 1991, le régime a donné l'impression d'avoir tout cédé.

Il existe un profond sentiment, pas seulement chez la petite-bourgeoisie, mais aussi parmi des secteurs populaires importants, qu'en fait, au nom du *statu quo*, les grands partis ne veulent pas que le peuple décide, parce qu'on ne sait pas ce qu'il choisira ! Les positions de différents dirigeants de l'opposition entretiennent cette confusion — par exemple, Aït Ahmed a défendu le gouvernement, l'armée et la politique économique ; un leader du Mouvement démocratique pour le renouveau algérien (MDRA), parti croupion du FLN, a appelé à l'"unité de tous" et à supprimer la démocratie pour

sauver l'Algérie : ces personnages restent pourtant toujours aussi populaires ! Les gens ne croient plus que la démocratie puisse fonctionner ; ils pensent que le pouvoir est derrière tout, avec ses combines ; les directions apparaissent comme quelque chose de tout à fait secondaire.

En même temps, on a assisté à une campagne, orchestrée par le gouvernement, disant : « Attention, restez tranquilles ; les élections

vont être reportées ». Ces rumeurs visaient les velléités combatives de la classe ouvrière, pour imposer la paix sociale avec le chantage d'un coup d'Etat — même si cela n'a jamais formulé comme tel. Un bruit a couru selon lequel la grève générale qu'avait tenté d'organiser l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), en juin 1991, avait été une manœuvre du pouvoir pour empêcher la tenue des élections — et ce, dans le but de paralyser les travailleurs qui voudraient se battre. Tout cela marche, à cause du manque de confiance en la démocratie et du démantèlement quasi complet des organisations sociales et des comités populaires démocratiques issus de 1988 : aujourd'hui, il ne reste quasiment que des partis assez lamentables.

Par ailleurs, les rares travailleurs qui avaient suivi les appels à la grève lancée par le FIS, en juin, ont été licenciés et n'ont jamais retrouvé leur emploi malgré la campagne qui a été menée ; cela a

donné un sentiment d'impuissance aux salariés et semé la peur — ils savent qu'en ce moment il y a des vagues de licenciements et de réductions d'effectifs.

La campagne électorale n'intéresse donc pas grand monde, est en fait destinée à gagner la paix sociale. Ce n'est pas un hasard si le chef du gouvernement a attendu d'avoir passé un accord avec l'UGTA et d'avoir soupesé les chances de sa réussite, avant de confirmer que les élections auraient lieu à la date indiquée et que les rumeurs étaient infondées.

Dans ce contexte, il faut s'attendre à un taux d'abstention élevé, mais pas à un boycott, parce que les gens ne voient pas d'alternative. En outre, beaucoup de jeunes ne voteront sans doute pas, tout simplement parce qu'ils n'ont pas de pièce d'identité (d'ailleurs beaucoup de nos candidats n'en même avait pas, ils les ont faites en urgence). Le système de cartes électorales est aussi très désordonné (avant, ce document n'avait aucune valeur) — beaucoup de gens en ont deux, d'autres n'en ont aucune ! Enfin, toutes les femmes, à mon avis, ne voteront pas et, cette fois-ci, le mari ne pourra pas le faire à leur place.

Mais, si le FIS participe, on assistera à un affrontement sur la scène politique et les gens suivront la campagne électorale : ils regarderont le duel, même s'ils ne votent pas.

◆ *La situation économique semble s'être beaucoup aggravée ces derniers temps. Le gouvernement a introduit de nouvelles réformes du type Fonds monétaire international (FMI). Cela provoque-t-il des réactions parmi les travailleurs ?*

La crise a commencé depuis longtemps ; le gouvernement précédent d'Hamrouche avait déjà engagé des réformes d'ajustement structurel, semblables à celles appliquées dans d'autres pays du tiers monde, pour obtenir des crédits internationaux rapides pour sa campagne électorale (prévue en juin 1991). Les mesures provisoires prises alors camouflaient la gravité des réformes en cours. Le FMI veut évidemment que les Algériens soient encore plus pauvres, pour disposer d'une main-d'œuvre bon marché et redresser la place de l'Algérie sur le marché mondial. Pour ce faire, le gouvernement a dévalué le dinar (en le divisant par cinq), ce qui a beaucoup appauvri la population. Il a dissimulé la dévaluation derrière une simple opération administrative (profitant du fait que le dinar n'est pas convertible) : à partir d'une date précise, il a été annoncé que le dinar coûtait deux fois moins cher, et au bout de

deux ans on a vu qu'il coûte quatre fois moins cher ! Ça a été dissimulé derrière des taxes considérables fixées sur certains produits de consommation intermédiaires — par exemple, les électroménagers — alors que les produits de consommation courante (le lait, l'huile, etc.), dans un premier temps, demeuraient à des prix bas — alors que nous les importons ; ceci a caché la gravité de la situation. Mais le FMI voulait aussi que le gouvernement arrête sa politique de soutien des prix et que ceux-ci soient libérés — ce qu'Hamrouche avait promis dans une lettre d'intentions au FMI.

Les élections prévues en juin n'ayant pas eu lieu, le FMI ne peut pas financer indéfiniment le FLN avec ses fonds, même si le spectre intégriste pèse sur cette instance internationale. Le gouvernement Ghazali s'est trouvé dans l'obligation de remplir les promesses d'Hamrouche pour avoir des crédits ; il a même choisi d'aller plus loin et de vendre une partie des droits d'exploitation du pétrole algérien à des compagnies étrangères (sous prétexte d'augmenter la production) (3). Le FMI prétend évidemment récupérer tout ce qu'il avait perdu avec la révolution coloniale et la pression des peuples, et mettre à bas toutes les barrières protectionnistes.

Face à ces mesures, on a assisté à un débat très confus au sein de la classe politique, organisé par Ghazali lui-même (le précédent gouvernement faisait des choses tout aussi graves mais n'en informait préalablement personne !); mais, le Premier ministre a aussi organisé ces discussions pour "faire passer la pilule" auprès de la population, en les présentant comme des "mesures de bon sens", et en discréditant tout autant les solutions plus populistes au sein du FLN même, que les réactions combatives. Le populisme du FIS a aussi été battu en brèche par cette espèce de politique de *containment* — la direction intégriste actuelle semble apparemment convenir au pouvoir. Le FFS a aussi subi une campagne terrible de la part du gouvernement.

Face à l'offensive libérale du pouvoir, la population a d'abord reçu un véritable coup de massue. Ensuite, des grèves ont éclaté dans des secteurs de salariés privilégiés (enseignement supérieur, médecins, pilotes d'avion, etc.) demandant des hausses salariales (qui peuvent sembler énormes quand on pense à la misère des autres travailleurs). Mais la majorité des travailleurs avait très peur des licenciements, et l'UGTA ne s'est mise en mouvement que sous la pression de sa base. Cela a débouché sur des négociations entre ce syndicat et le gouvernement, où apparemment le dirigeant ouvrier n'était

présent que pour obtenir la paix sociale, tout en faisant mine d'arracher une augmentation dérisoire — le salaire minimum était de 2 500 dinars (1 dinar équivaut à 0,25 FF.), il ne devrait passer à 3 500 dinars qu'en juillet 1992, malgré les hausses impressionnantes des produits de consommation courante.

Entre-temps, ni le FMI, ni la banque française, le Crédit lyonnais, qui chapeaute un prêt international considérable, n'ont versé un centime, en attendant le vote définitif de la loi de libéralisation des prix et peut-être aussi un éclaircissement du paysage politique.

◆ *Le PST a-t-il quand même réussi à constituer des listes électorales pour les élections législatives ?*

Malheureusement, nous n'avons pas réussi à constituer un front avec d'autres organisations ; même si l'UGTA semble cette fois-ci avoir changé de ton à notre égard et qu'elle a manifesté un certain intérêt à certains endroits pour le PST. Cependant, nous avons réussi à présenter 53 candidats, dans 16 départements. Nous comptons des figures importantes sur nos listes, dont le secrétaire général du syndicat d'entreprise des cheminots — qui vient d'ailleurs de lancer un préavis de grève nationale —, ainsi que d'autres dirigeants de luttes.

Le PST présente de nombreuses candidates femmes. A ce sujet, il faut noter qu'à nous tout seuls nous comptabilisons le quart des candidates femmes de l'ensemble des partis (alors que nous présentons seulement 1 % des candidats du pays).

Par ailleurs, un groupe de militants révolutionnaires de l'organisation Mouvement communiste d'Algérie vient de rejoindre les rangs du PST. ★

28 novembre 1991

Propos recueillis par Cecilia Garmendia

3) Le 30 novembre 1991, l'Assemblée nationale a voté une nouvelle loi sur l'exploitation du pétrole qui ouvre les champs algériens aux compagnies internationales (les prises de participation seront autorisées jusqu'à 49 %), officiellement, sous prétexte d'alléger la dette. Ce vote intervient 20 ans après la nationalisation du pétrole.



IL NOUS FAUT examiner quelques uns des remèdes administrés par le FMI et la BM aux pays endettés leur réclamant un prêt. Ce sont les célèbres "conditions ad-jointes" à l'avance de divers crédits du FMI et de

la BM ou même au simple feu vert du FMI qu'attendent les banques, lorsqu'elles renégocient la dette d'un pays.

Mais, tout d'abord, il est toutefois utile de remettre à leur place les critiques paternalistes des "experts occidentaux" qui font des "élites corrompues du tiers monde" les responsables essentiels — quand ce ne sont pas les seuls — de la situation actuelle de crise des pays dépendants. Si les pouvoirs en place dans la périphérie souscrivent, parfois en négociant un peu, les "accords" imposés par le FMI, c'est parce qu'au moins une fraction décisive des classes dominantes qu'ils représentent y trouve son compte. Par contre, les peuples en paient les décomptes.

La hiérarchisation de l'économie mondiale (pays dominants et pays dominés) se traduit aussi au plan socio-politique : les régimes du Sud sont liés de mille manières aux pays développés — économiques, techniques, militaires, culturelles. Ils sont en quelque sorte leur dépendance. La trop lourde structure de l'appareil d'Etat — qualifiée d'"hydro-céphalie" (1) — a été livrée par l'ancien pouvoir colonial ou la nouvelle puissance protectrice. Elle est l'analogue d'une usine achetée clés en mains par un pays sous-développé. Elle n'est pas conçue en rapport aux ressources et aux besoins locaux.

Ceux qui tirent sur les pouvoirs en place — généralement au moment où ils sont au bord du précipice — oublient de se poser une question élémentaire. Quelles forces sociales les régimes du Nord soutiennent-ils au Sud ? Celles susceptibles de s'engager sur la voie d'un développement durable, en harmonie avec les nécessités de la grande majorité de la population et de leur "environnement", ou celles assurant la "stabilité" et l'"ajustement" aux exigences du Nord ? La profusion d'exemples — de la Jamaïque en passant par le Nicaragua ou Haïti — sont là pour en fournir la réponse.

La corruption à grande échelle est-elle possible sans sa contrepartie au Nord : depuis les contrats rentables, avec leurs dessous de table, jusqu'au recyclage et à la fuite des capitaux ?

Le FMI parle aujourd'hui de désarmement — nous y reviendrons — mais est-ce une raison pour taire que « les industries militaires des pays développés ont

tout fait pour promouvoir la vente lucrative de leur matériel aux pays du Sud ; les crédits destinés à financer les achats d'armement étaient parmi les plus faciles à obtenir, excepté pour les mouvements de libération auxquels les fournisseurs occidentaux ont généralement refusé ce type d'aide » ? (2).

Dans la crise extrême où sont plongés nombre de pays du tiers et du quart monde, l'Etat acquiert une fonction tout à fait logique pour ses "occupants". Dans la lignée de N. Nzongola, l'économiste Samir Amin souligne que la débandade socio-économique « *prive l'Etat de toute possibilité d'asseoir sa légitimité sur un développement avouable quelconque, et de trouver une base sociale convenable pour mener à bien la stratégie qui lui correspondrait. Non seulement la paysannerie, la classe ouvrière, et les marginaux urbains n'ont rien à attendre, et le savent, mais la bourgeoisie elle-même est privée de toute perspective d'un développement significatif. Il ne reste alors que l'exploitation directe du pouvoir comme source d'enrichissement personnel, ou son exploitation indirecte par le canal d'activités économiques pseudo-privées dont la rentabilité dépend exclusivement des relations avec l'administration* » (3). La rentabilité de ces dernières dépendant, à leur tour, des connexions fournies par l'Etat avec l'"extérieur", avec le Nord. Tout le monde connaît le prix inestimable d'une place de diplomate à Genève.

Dévaluer : en avant toute !

Il serait donc salubre d'avoir en mémoire ces quelques éléments plutôt que de découvrir, avec stupeur, le rôle des "élites" au Sud pour ainsi mieux camoufler un acquiescement à la politique économique du FMI, censée "rétablir l'ordre". A nouveau, par un raisonnement d'une ironique circularité, les néo-convertis aux remèdes du FMI oublient une double interrogation : l'ordre de qui et en faveur de qui ?

Passons donc à l'examen — un peu schématique — des mesures de libéralisation proposées dans le cadre d'un plan d'ajustement structurel. Dans la pratique du FMI, le financement (prêts de divers types) est un moyen pour imposer un "ajustement" à un mo-

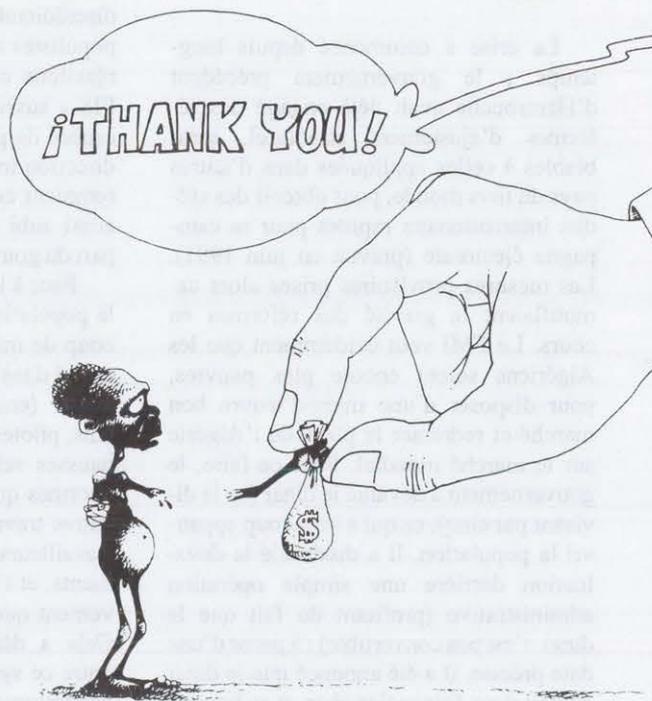
Des remèdes exa

La discussion sur les choix économiques conjointement aux pays du Sud le Fonds mondiale (BM) ne peut être faite sans le capitalisme mondial réellement existant (Europe, Japon) et les pays de la périphérie entre les pays du tiers monde qui trahissent. Le FMI et la BM interviennent comme des agents ajuster à l'accumulation du capital international "centres". Cet ajustement — avec les intérêts internationaux et au sein des pays cibles — l'appauvrissement par le commerce (le Sud) imposant des capitaux se dirigeant des pays en dette, des intérêts et du principal au FMI, et

Charles-

dèle économique international dominant. Il ne vise pas à assurer en premier lieu le remboursement du prêt (le tirage) au FMI, même si cela est exigé avec rigueur.

La dévaluation massive de la monnaie nationale par rapport aux devises fortes



Remèdes sous men

ues, sociaux et politiques qu'imposent
monétaire international (FMI) et la Banque
rder des lignes de forces qui modèlent le
a polarisation entre les centres (Etats-Unis,
accentue ; ainsi que l'éventail des différences
ait le cours pris par cette polarisation.
auteurs des économies périphériques pour les
onal commandée, elle, par les exigences des
alités croissantes qui en découlent au plan
cernés — trouve deux expressions :
exporte plus pour gagner moins) et le flux
pauvres vers les pays riches (paiement de la
) (voir *Inprecor* n° 335 du 19 juillet 1991).

dré UDRY

(dollar, deutsche mark, etc.) est l'un des premiers remèdes prescrits. Nous ne nous attarderons pas sur l'impact récessionniste provoqué par l'ampleur et la brutalité d'une dévaluation, accompagnée par d'autres mesures (libération des prix, tassement des salaires, restrictions budgétaires, etc.), sur l'économie, à cause de la contraction sévère de la demande interne qu'induit un tel "paquet".

Selon le FMI, une monnaie surévaluée (un taux de change trop élevé) rend les produits locaux trop chers. Cela stimule les importations, ce qui détériore la balance commerciale (le rapport entre importations et exportations). De plus, les exportateurs ne sont pas encouragés à investir, car ils obtiennent moins de monnaie locale contre les devises acquises en exportant. Une dévaluation doit améliorer la position relative des prix des produits exportables, donc accroître leur production, tout en réduisant leur demande in-

terne. Les produits importés étant plus chers (en monnaie locale) ils seront moins demandés. Conclusion : il faut libéraliser complètement le taux de change, avec des chutes vertigineuses de la monnaie locale par rapport aux devises fortes du Nord.

La validité de ce raisonnement est loin d'être vérifiée dans les faits. Inutile d'insister sur le cas, pourtant fréquent pour les biens de base des pays périphériques, où la fixation en dollars par exemple des prix des biens sur le marché mondial implique que l'incitation exportatrice de la dévaluation relève d'un vœu pieux.

Un premier constat est largement partagé : la demande de nombreux produits de base sur le marché mondial n'est pas sensible à une fluctuation des prix (donc à l'effet d'une dévaluation). Les raisons sont multiples. La saturation de la demande s'exprime pour certains produits ; des substituts sont aussi en voie de commercialisation. Des quantités de produits agricoles sont à disposition des marchés (stocks) ; ils proviennent des politiques de soutien à la production agricole dans les pays riches de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : en 1990, quelque 300 milliards de dollars y ont été consacrés. Cette production des pays riches — des stocks qui attendent un signal de la demande — est partiellement protégée du recul des prix sur le marché mondial (grâce aux aides).

Le service de la dette provoque aussi une surproduction de produits primaires qui fait baisser les prix. Le rapport 1991 de la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) souligne le problème : « *Le besoin d'honorer sa dette extérieure conduit à l'introduction de mesures macro-économiques, en particulier une dévaluation, pour encourager l'ensemble des exportations. Dans la plupart de ces pays [les pays en voie de développement — PVD], le secteur des biens de base est beaucoup plus susceptible de répondre à l'exportation que le secteur manufacturier, même si existent des preuves selon lesquelles les dévaluations n'aboutissent pas nécessairement à une hausse des revenus d'exportation et, dans certains cas, ne conduisent même pas à une augmentation du volume des exportations* » (4).

En effet, les pays dépendants — par définition — ne disposent pas d'une souplesse productive pour répondre à des fluctuations de prix sur le court et, y compris, sur le moyen terme, ou encore à des modifications qualitatives de la demande dans les pays consommateurs. Patrice Robineau, expert de la CNUCED, constate, au simple plan de l'information sur les développements des marchés des matières

premières, que « *très souvent, cette bonne information sur les marchés est captée par les pays consommateurs et par les firmes transnationales, notamment les grandes firmes de négoce et de commerce* » (5).

Nombre de cultures (café, cacao, etc.) nécessitent des investissements qui ne se rentabilisent qu'après plusieurs années. Dès lors, soit la pression est grande de perpétuer certaines productions — et même de les accroître sur les "ordres" des gouvernements à la recherche, à tout prix, de devises — bien que les prix de vente en dollars diminuent ; soit les producteurs hésitent à engager des investissements, car il est très difficile de savoir si une hausse est durable. La mise à disposition de nouvelles terres et l'obtention d'intrants (souvent à importer et donc plus chers à cause de la dévaluation) ne s'effectuent pas aisément.

Des exportations pour une économie appauvrie

Enfin, le rapport déjà fragile entre production de biens vivriers et production pour l'exportation peut vite basculer... vers la faim. Les ressources mobilisées pour l'exportation (qui sont prélevées sur d'autres secteurs) conduisent à l'affaiblissement des services de base (transports, équipements, énergie, etc.) dont la déficience se répercute sur l'ensemble de l'économie (production vivrière) et aussi sur les possibilités d'exportations. Voilà un cercle peu vertueux.

Jean-Pierre Gem, spécialiste des questions de développement, souligne un problème-clé : « *Si l'on dévalue pour rendre plus compétitives les exportations, on fait payer en quelque sorte au reste de l'économie une partie des coûts de l'exportation. Cela signifie qu'appauvrissant le reste de l'économie pour rendre les exportations plus compétitives, on rend nécessairement plus faible l'impact des exportations sur le reste de l'économie. Etant appauvrie, elle ne peut pas tirer les bénéfices de l'exportation supplémentaire* » (6). Effectivement, sous-jacent aux dévaluations forcées du FMI réside

1) Jean-Pierre Gem, *Le développement de l'Afrique confronté aux politiques d'ajustement structurel*, Centre de recherches sur le développement, Neuchâtel 1987.

2) Rapport de la commission Sud, *Défis au Sud*, Economica, 1990.

3) Samir Amin, *L'Empire du chaos*, L'Harmattan 1991 et Natalia Nzongola, *Revolution and Counter-Revolution in Africa*, Zed Book, London 1988.

4) UNCTAD, *Trade and Development Report*, 1991.

5) Patrice Robineau, *Les matières premières peuvent-elles encore être un moteur pour le développement ?* Centre de recherches sur le développement, Neuchâtel, avril 1991.

6) Jean-Pierre Gem, *Renouveler le tissu socio-économique des pays non-industrialisés qui ont sombré dans la crise de l'ajustement*, colloque, octobre 1990, Centre de recherches sur le développement, Neuchâtel, EDES 1991.

un "modèle de croissance" reposant avant tout sur les exportations, plus exactement sur une certaine structure (composition) et une direction des exportations. Ces deux éléments sont dictés, entre autres, par les besoins des "centres" et le rééquilibrage le plus rapide possible de la balance des paiements. L'échec de ce modèle est évident non seulement si on le mesure à partir des critères mêmes du FMI, mais aussi à l'aune des besoins de la population.

L'abîme des dévaluations

Examinées sous l'angle des importations, les dévaluations massives imposées par le FMI ne sont pas plus convaincantes. Tout d'abord, les pays de la périphérie, déjà endettés, ne disposent pas de capacités de substitution pour l'essentiel des produits importés antérieurement, dont le prix augmente sous l'effet de la dépréciation du taux de change. Une fraction significative de ces importations est donc incompressible... Evidemment, la compression de la demande n'a qu'une limite : la mort. Ici, pour paraphraser Keynes, c'est à court terme que les pauvres sont morts, sous les coups de renchérissement-disparition d'un certain nombre d'importations (et de produits non-subsidiés).

Comme les dévaluations s'accompagnent de mesures de libéralisation du commerce (et des capitaux), les hauts revenus privilégiés peuvent exercer, eux, leur demande à fort contenu d'importations. Elles concernent divers produits — pas uniquement de luxe, genre *tax free shop* — et ne sont pas freinées par les dévaluations. Ces importations donnent naissance à de multiples commerces spéculatifs, où s'engage une part non-négligeable des revenus d'exportation. Ainsi, le nouvel "élève chéri" du FMI, le Ghana, a vu passer ses importations de 500 millions de dollars en 1983 à 1172 en 1990 ; malgré une dévaluation impressionnante de la monnaie nationale, le cedi (8,83 cedi pour un dollar en 1983, contre 270,27 cedi pour un dollar en 1990). En 1990, le solde de la balance commerciale est nettement plus négatif qu'en 1983. Depuis 1989, les exportations reculent : 826 millions de dollars en 1990 contre 881 en 1987 (7). Ainsi, des magasins peuvent être approvisionnés, mais l'essentiel de la population n'a pas accès à ces biens (8).

Diverses études (9) indiquent que ce sont bien plus les régimes des changes (octroi de devises en priorité à des acteurs économiques précis) qui influencent avant tout les importations et non la "barrière protectionniste" uniforme (renché-

rissement de tous les bien importés) bâtie par les dévaluations à répétition.

Les dévaluations massives et uniformes, combinées avec la libéralisation absolue du commerce, ne constituent pas les instruments nécessaires pour stimuler une diversification productive, qui se répercuterait, demain, sur les exportations. Cette diversification nécessite une gestion sélective des importations — donc un régime des changes et une politique de taux de change diversifiés, attribuant des préférences à certains flux-produits — afin qu'elles puissent avoir un effet dynamisant sur l'ensemble de l'économie, en termes d'investissements entre autres, en facilitant l'articulation entre exportations et importations (au plan régional entre autres) susceptible de constituer des secteurs moteurs diffusant leurs effets aux plans social et spatial.

Le schéma de dévaluations-exportations extravertit encore plus des économies fragiles en direction des "centres". Et cela sur la base d'un secteur qui a peu d'effets d'entraînement étant donné celui précaire des produits primaires exportés.

Il ne s'agit pas de nier le besoin de dévaluation dans certains cas précis ; mais ce n'est pas la politique choisie par le FMI : il impose une glissade sans fin de la monnaie nationale, une libéralisation totale du régime des changes et des échanges (import-export), donc la perte d'emprise du gouvernement sur un élément-clé de la gestion économique (ce qui, *a contrario*, est confirmé par les exemples tant cités du Sud-Est asiatique).

Modifier la répartition des revenus

Toute réflexion sur la politique de dévaluation du FMI aboutit au problème de la redistribution des revenus en faveur de certains groupes sociaux. En effet, en tant que telle, une dévaluation implique une redistribution de la richesse, puisque les détenteurs de devises (dollars) — avant tout les personnes liées à l'exportation — peuvent s'approprier une part croissante du revenu global en changeant ces dernières contre plus de monnaie locale dépréciée.

Toutefois, là n'est pas l'essentiel. Dans le modèle du FMI-BM, toutes les mesures — présentées comme techniquement "neutres" — doivent concourir à un transfert de ressources en faveur du secteur économique et social axé sur l'exportation (le secteur externe). Il faut donc favoriser les fractions sociales qui participent à l'"ouverture" de l'économie. Les "distorsions" auxquelles s'attaquent les programmes d'ajustement sont considérées comme des obstacles à une améliora-

tion de la position de ce qui est devenu la référence suprême pour évaluer l'"efficacité" d'une économie : les exportations... de café ou de cacao.

Sous cet éclairage, on peut comprendre le sens d'une série de décisions décollant de tout "accord" avec le FMI-BM. On peut les énumérer. Une réduction de la masse salariale dans le public (avec l'élimination de secteurs vitaux) et un abaissement des salaires dans le privé. La réduction des revenus peut s'exercer de manière directe et indirecte. Par exemple, l'inflation, au mieux partiellement compensée, permet de tasser les "coûts de travail" de façon moins visible. La diminution ou la suppression des subventions attribuées à divers biens de première nécessité, l'augmentation des tarifs publics et la levée de tout contrôle des prix visent aussi les revenus réels et contribuent à réduire la demande (donc les importations).

On constate que, dans une majorité de pays soumis à des plans d'ajustement, les prix des biens alimentaires croissent plus vite que ceux des autres catégories de produits. Si la consommation de la population urbaine et même rurale dépend fortement (directement et indirectement) des produits importés, elle va être d'autant plus durement touchée, étant donnée la hausse des prix de ces biens. Les taux d'intérêts réels élevés — censés encourager l'épargne nationale, ce qui pratiquement est loin d'être toujours le cas, alors qu'ils découragent l'investissement au moins pour le marché national — favorisent les gros revenus plus ou moins spéculatifs au détriment des autres.

Il s'agit donc d'une redistribution de la masse profits/salaires (au sens général) à l'avantage du premier terme. La réallocation des ressources "économisées" (hausse des tarifs publics, liquidation des subventions, etc.) en faveur des producteurs-exportateurs s'effectue sous la forme d'une détaxation des exportations, d'exemption de droits à payer pour des importations ou de dégrèvements fiscaux pour des revenus obtenus à l'exportation. Ceci s'ajoute évidemment aux effets de la dévaluation décrits ci-dessus.

Le choc social provoqué par cet ajustement structurel n'est pas contesté. Le FMI et la BM ont d'ailleurs été contraints de mettre en place des "programmes sociaux" pour amortir les coups et tenter de ne pas faire exploser la marmite. Mais il faut constater qu'ils ne sont pas appliqués avant que l'effet de redistribution se soit

7) *Jeune Afrique Economie*, n° 147, septembre 1991.

8) *Financial Times* du 24 septembre 1991 et *Die Weltwoche* du 2 mai 1991.

9) Elsa Assidon et Pierre Jacquemot, *Taux de change et ajustement en Afrique*, Documentation française, 1989 ; cette étude porte sur quinze pays africains.

opéré à plein. Ce sont des ambulances ou, plus exactement, des corbillards. De plus, ces programmes sont complètement détachés — donc sans efficacité — de la logique d'ensemble, prédominante, des plans d'ajustement. Ce qui est tout à fait normal, car ils leur sont antithétiques. La tragédie sociale du Ghana, où ces premiers plans (les PAMSACD) ont été mis au point, illustre pleinement ce propos.

Rigueur ou austérité ?

Deux points sont généralement débattus au sujet de cette politique redistributive socialement régressive du FMI-BM. Le premier concerne la prétendue neutralité de ces mesures : il s'agit de plans de rigueur et non d'austérité. Le second a trait à l'avantage que la libération des prix et les dévaluations octroient aux paysans, au détriment des milieux urbains, anciennement "privilegiés".

Le terme rigueur — opposé à celui d'austérité — sous-entend que la diminution de la demande interne (pour rééquilibrer la balance commerciale) pourrait se faire en touchant proportionnellement tous les revenus. Cela tient de la fable... Les acteurs économiques ne peuvent pas réagir identiquement face à une décision de réduction d'un revenu. Un salarié peut engager une lutte syndicale, pour autant que les syndicats ne soient pas interdits ou en aient la force, pour défendre ce qu'il gagne. Par contre, le titulaire de profits peut effectuer une conversion de la monnaie avant la dévaluation. Il peut faire sortir ses capitaux, avec tous les moyens que donne une économie ouverte (liberté de flux de capitaux, sur et sous-facturation des exportations, prêts et emprunts, etc.). Pour contrecarrer de telles réactions, il faudrait disposer d'un appareil de contrôle — et encore, son efficacité serait limitée — qu'interdit précisément la libéralisation des relations avec l'extérieur dictée par le FMI. Par contre, la surveillance des salaires, le contrôle de ce prix-là est exigé par le FMI et appliqué par l'Etat, avec l'aide du chômage.

Un contrôle sélectif des importations serait nécessaire pour que des biens intermédiaires et des biens d'équipement soient favorisés au détriment d'importations de biens de consommation non indispensables pour la majorité populaire. Or, toute la dérégulation du commerce extérieur va à l'encontre de telles mesures. La dévaluation-renchérissement se charge de comprimer la consommation (donc l'importation) de biens indispensables pour les moins privilégiés.

On revient donc à ce qui sous-tend les options du FMI : créer les conditions, par une politique donnée de l'Etat, d'une re-

répartition des revenus favorisant le secteur externe.

La redistribution en faveur des campagnes, grâce à la libération des prix agricoles internes et aux dévaluations, est un autre thème que martèle le FMI. En effet, l'amélioration des revenus des petits et moyens paysans constitue un facteur important du développement.

L'exemple du Sénégal permet de se faire une première opinion sur la valeur de cette argumentation. Nous indiquerons ici quelques "difficultés" portant sur la réalisation de ce transfert de revenus ville-campagne.

● La libéralisation des prix agricoles ne conduit pas automatiquement à leur hausse. En effet, simultanément, le pays s'ouvre aux importations, par exemple de céréales étrangères (en stocks importants). Ces importations font pression à la baisse sur les prix des produits vivriers. Or, leur augmentation est effectivement importante pour la majorité de la petite paysannerie. Faudrait-il encore que la demande solvable existe, alors que la récession est impulsée par les plans d'ajustement.

● La structure de la propriété des ressources agricoles (des terres et du produit de la terre) peut aboutir à une croissance des revenus d'une mince couche de propriétaires au détriment des petits, avec, y compris, une accentuation de la concentration desdites ressources.

● Les effets induits par la dévaluation (inflation, prix élevés des intrants importés, taux d'intérêts réels) peuvent annuler en termes réels les gains d'une hausse no-

minale des prix agricoles.

● Le bénéfice de la hausse des prix, pour autant qu'elle se produise, peut être capté par les intermédiaires (commerçants) ou même par l'Etat et ne pas profiter aux petits paysans. La libéralisation peut aller jusqu'à détruire des structures de vente (les magasins d'Etat au Mali), laissant les paysans sans débouchés.

● Le cas peut exister de petits paysans ayant accès directement à l'exportation. L'exemple est statistiquement marginal. Lorsqu'il se produit, ces derniers deviennent complètement dépendants des fluctuations du produit exporté sur le marché mondial. De plus, ils disposent de possibilités très réduites de se recycler face à des mutations de la demande. Les relations entre les grands négociants et ces "coopératives" se concluent à la longue en faveur des premiers.

● L'exode rural se développe avec une forte autonomie par rapport au niveau de revenu des paysans, ce qui augmente la population urbaine. Ainsi, une hausse des entrées des petits paysans ne compense pas obligatoirement la baisse des revenus urbains, dont dépend en retour une partie de la famille élargie à la campagne. Sur ce plan aussi, l'examen des cas concrets démontre que le seul effet positif de "justice redistributive" que le FMI-BM revendique (dans ses brochures de propagande) a de la peine à s'imposer face aux lois réellement existantes du marché, dans des économies qu'ils externalisent encore plus. ★

La Brèche, 25 octobre 1991

Suisse : Non au FMI !

En octobre 1991, les deux chambres helvétiques — le Conseil des Etats et le Conseil national — adoptaient la proposition du pouvoir exécutif — le Conseil fédéral — d'adhérer aux institutions de Bretton Woods, soit le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM). Juridiquement, l'adhésion au FMI préconditionne l'adhésion à la BM.

Charles-André UDRY

DEPUIS 1982, dans la classe dominante, l'entrée de la Suisse dans ces organismes internationaux était envisagée. Pour préparer cette intégration, le gouvernement, en 1986, proposait déjà l'adhésion de la Suisse aux Nations-Unies ; une telle décision devait être obligatoirement soumise au vote des citoyens. A trois contre un, cette décision d'affiliation fut rejetée. En 1989, la pression pour entériner l'intégration au FMI s'est accentuée. La raison est aisément compréhensible et donnée explicitement par le vice-directeur du département des Finances fédérales : « [L'entrée] permettra aux entreprises suisses d'assurer définitivement le

droit de participer aux appels d'offres internationaux pour les projets financés par l'International Development Association [IDA, cette agence de l'ONU est dirigée par les gouverneurs et les administrateurs de la BM] et la Banque mondiale. » L'ouverture des marchés d'infrastructures à l'Est intéresse les entreprises helvétiques.

Jusqu'à présent, la Suisse, comme place financière recyclant une partie significative des capitaux "en fuite" des pays du tiers monde, participait aux emprunts obligatoires de la BM. Autrement dit, l'argent déposé par les Mobutu dans les banques suisses servait à répondre aux appels de la BM sur le marché obligataire, avec une commission au passage pour le pool de banques suisses privées représentant la BM; les entreprises suisses, quand bien même la Confédération n'était pas membre du FMI et de la BM, avaient le droit de participer aux appels d'offre pour les grands travaux ayant l'aval de la BM. L'adverbe "définitivement" n'est pas anodin. A l'Est, les opportunités d'investissements d'infrastructures sont importantes, d'autant plus dans une conjoncture où les travaux de génie civil rééquilibrent le secteur de la construction immobilière en crise.

"Charité" suisse ?

La concurrence est dure. L'entrée dans le FMI et la BM mettrait les entreprises suisses dans une position plus confortable. Dès lors, pour la place financière et industrielle, le regard est fixé sur l'Est et non pas sur le Sud. En outre, comme il ressort fort bien des discussions du G7 (les sept pays industrialisés les plus riches du monde) et de la réunion du FMI et de la BM à Bangkok, les pays de l'Est deviennent un élément important dans la stratégie de ces deux institutions lourdes des pays impérialistes dominants.

Le remodelage géo-économique international, la compétition inter-impérialiste, les problèmes d'ensemble de gestion de la dette et de la politique monétaire donnent un poids nouveau au FMI et à la BM. Comme titrait le *Wall Street Journal* du 14 octobre : « Pour le sale travail en direction de l'URSS, l'Ouest se met tranquillement d'accord : laisser le FMI s'en occuper. » La participation de la Suisse au Club des dix (cartel des créanciers pour la dette privée), club certes de première importance, ne suffit plus : d'une part, la participation financière de la Suisse au FMI et à la BM est réclamée par les principaux acteurs de ces institutions internationales, et, de l'autre, elle est nécessaire à une réorganisation de l'intégration institutionnelle du capita-



lisme suisse à l'échelle internationale. Le ministère des Finances le dit explicitement : « La Suisse aurait le plus grand intérêt à entrer dans les organisations qui lui sont ouvertes et qui lui donnent voix au chapitre dans les domaines où elle a le plus de poids, c'est-à-dire en matière financière et monétaire. »

On est loin de tout souci de "politique de développement", d'aide au tiers monde, etc. Or, le fait que la Suisse n'était pas membre du FMI a stimulé dans des secteurs fort larges — chrétiens, tiers-mondistes, sociaux-démocrates, etc. — une analyse très critique de la politique du FMI et de la BM (particulièrement les grands projets de barrages dans le tiers monde auxquels participaient des entreprises suisses).

Ainsi, l'adhésion au FMI a été, dès le milieu des années 80, conditionnée, par de multiples groupes, à l'adoption par le gouvernement d'un ensemble de mesures telles que : transparence des décisions prises par la Suisse dans le FMI et création d'une commission extra-parlementaire pouvant superviser ces décisions; soumission des options helvétiques dans le FMI à une loi sur l'aide au développement datant de 1976 et qui est relativement positive, en regard du néo-libéralisme dominant; non-diminution de l'aide bilatérale aux pays les plus pauvres sous prétexte d'une "aide multilatérale" par le biais de la participation aux institutions de Bretton Woods; non-augmentation des quote-parts de la Suisse au FMI, sans acceptation par le Parlement, etc. Ces conditions n'ont pas été adoptées par le gouvernement et ont été rejetées par la majorité de droite du Parlement.

La nature du traité d'adhésion au FMI n'impliquerait pas qu'il soit automatiquement soumis au vote populaire, contrairement à l'affiliation à l'ONU. Dès lors, le

lancement d'un référendum facultatif — soit la collecte de 50 000 signatures légalisées, dans un délai de trois mois, après la décision du Parlement — était la seule possibilité pour indiquer que des forces plurielles refusaient le diktat de la droite et du gouvernement.

Un vaste débat s'est ouvert dans toute la gauche, avec un clivage au sein du Parti social-démocrate — qui adopta le soutien à une faible majorité (25 contre 22) — au sein des "œuvres d'entraide" (les organisations non-gouvernementales), etc. Initialement, le débat portait sur l'opportunité d'un référendum dont aurait pu s'emparer une droite conservatrice nationaliste. Il a rapidement indiqué, qu'en fait, tout un secteur du courant tiers-mondiste et social-démocrate était, sur le fond, très peu critique face aux programmes d'ajustement du FMI et les présentait comme sans alternatives ou comme un mal "nécessaire". Plus de 80 organisations, syndicales, politiques, féministes, chrétiennes, écologistes, se sont finalement engagées dans le lancement du référendum, qui doit aboutir avant le 13 janvier 1992.

50 000 contre le FMI !

La dureté du débat en cours est peu traditionnelle pour la Suisse. Elle reflète, d'une part, les intérêts en jeu et, de l'autre, le recul honteux de "ex-post-tiers-mondistes-modernistes" et de sociaux-démocrates monétaristes. Le comité référendaire a déjà réuni 30 000 signatures... malgré le froid. Ce débat public est une occasion exceptionnelle pour que les organisations populaires du Sud et leurs représentants puissent prendre la parole dans un pays symbolique du Nord, connu aussi bien pour ses banques que pour l'institution de l'hypocrisie protestante et bancaire incarnée — quand bien même le concept est catholique — par le Conseil directeur de la Croix-Rouge internationale.

Durant la récolte de signatures, des militantes et des militants du Sud, de l'Amérique latine à l'Afrique, ont déjà pris la parole pour affirmer leur soutien à ce référendum. Durant les six premiers mois de l'année 1992, si le référendum aboutit, le comité référendaire multipliera les initiatives publiques pour que la solidarité politique et pratique au Nord avec les luttes et revendications des peuples du Sud et de l'Est se renforce et que se tisse un nouveau réseau entre le Nord, le Sud et l'Est, afin de faire progresser des réponses aux défis plus nombreux placés sur l'agenda planétaire. ★

Lausanne, 2 décembre 1991

Après Maastricht ?

La "construction européenne" avance-t-elle ou recule-t-elle lorsque les gouvernements de la Communauté économique européenne (CEE) passent un compromis comme celui de Maastricht ? Ou bien encore faut-il se demander si les projets d'Acte unique et d'Union économique et monétaire (UEM) sont finalement compromis par l'accumulation d'obstacles aussi bien économiques qu'institutionnels ?

La réponse à ces questions est d'une importance capitale car l'échec du projet d'UEM ne serait pas un simple épisode, mais un tournant capital dans la situation politique et sociale européenne (1).

Claude GABRIEL



LES MEDIAS ne nous ont pas épargné le suspens. A chaque accroc dans la préparation de Maastricht, beaucoup de journaux concluaient aussitôt que c'en était terminé du projet communautaire. Mais dès qu'un

nouveau compromis était annoncé quelques jours plus tard, par La Haye ou par Bonn et Paris, les mêmes éditorialistes proclamaient alors qu'un pas important venait d'être franchi... Seule la presse britannique, suivant en cela le gouvernement Major, a généralement maintenu une ligne homogène de critique et de doute.

Toujours dans le même ordre d'idées, au moment-même où la presse française "craignait" que la nouvelle Allemagne ne rompe le projet européen pour se tourner vers la *Mittle Europa*, la presse allemande de son côté annonçait que c'était singulièrement la volonté européenne de la France qui s'effritait par crainte d'une hégémonie de la nouvelle Allemagne unifiée ! C'est ainsi que se forgent les opinions publiques nationales, au gré des besoins diplomatiques et des manœuvres politiciennes. Au moment où les états-majors capitalistes se libèrent, par nécessité, des entraves et contraintes "nationales", on continue de plus belle à faire appel aux fantasmes chauvins pour dissimuler les vrais enjeux de la restructuration en cours.

Comment se détacher de cet impressionnisme ambiant ? Comment passer au-delà du rideau de fumée et saisir les mécanismes réels ?

Lorsque la crise yougoslave s'est amorcée, nombre d'éditorialistes ont avoué leur dépit face au peu d'homogénéité de la Communauté et à son incapacité à mettre en œuvre une réelle politique interventionniste. Tant de choses sont ainsi attendues de cette Europe-là ! Pour certains, qu'elle règle les disparités nationales et résorbe le chômage ; pour d'autres, qu'elle permette la relance économique ; ou encore qu'elle soit capable de devenir un nouveau gendarme régional, etc.

L'Europe existe-t-elle ?

Il faut sans doute commencer par dé mêler la pelote des divergences qui ont opposé, au cours des derniers mois, les Etats et gouvernements de la Communauté. La liste est certainement longue, de l'association des pays d'Europe de l'Est au rôle de la future banque centrale, en passant par le poids du Parlement européen, les prérogatives de la Commission de Bruxelles, la nécessité d'une diplomatie commune, la perspective d'une défense intégrée, etc.

Mais qu'est-ce qui constitue un véritable point de partage des eaux et qu'est-ce qui n'est finalement que contradictions secondaires ?

Par exemple, ce ne sont certainement pas les événements d'Europe centrale et d'Union soviétique qui déstabiliseraient soudain le projet d'UEM. Il n'y a aucune raison que, dans le monde actuel, un pays comme l'Allemagne se mette à vouloir faire bande à part pour réaliser quelques gains encore précaires à l'Est, alors qu'un marché toujours solvable de près de 400 millions d'habitants et de consommateurs s'est formé depuis longtemps en Europe de l'Ouest. Les choses ne sont donc pas comparables. Et si l'économie allemande

peut sans aucun doute mener les deux politiques de front, elle n'est, de toute manière, pas prête à sacrifier les avantages du grand marché intégré ouest-européen.

Si l'on énumère les divers points d'achoppement dans la construction de l'UEM et si l'on note à chaque fois les positions de chaque Etat, on s'aperçoit qu'il n'y a pas de "camp" défendant respectivement des doctrines européennes achevées et cohérentes. Que ce soit sur la défense, sur le rôle du Parlement de Strasbourg, sur le dosage de "fédéralisme" ou de "confédéralisme", sur le rôle de l'écu, sur les rythmes et les étapes de mise en place de l'union monétaire, sur la politique agricole commune, etc., les positions en présence regroupent à chaque fois des ensembles différents d'Etats et de gouvernements.

Cette diversité peut être interprétée comme une preuve supplémentaire de faiblesse de la Communauté, puisque cela révèle l'hétérogénéité des intérêts. Mais qu'y a-t-il d'étonnant à cela ? Etait-ce différent à l'époque du traité de Rome et des premiers pas du Marché commun ? Or ce furent, au bout du compte, les intérêts à long terme du capital qui l'emportèrent peu à peu sur les inerties et sur une série de positions sectorielles. Ainsi, tout au plus, les différences actuelles favorisent le pragmatisme et les compromis. Le fond de l'affaire se situe ailleurs, dans la réorganisation des secteurs déterminants du capital et dans la recherche d'une sortie de crise.

Un nouveau militarisme

Le problème n'est donc pas tant que les "Européens" n'aient pas été capables de se mettre d'accord sur la Yougoslavie et qu'ils n'aient pu entreprendre une action vigoureuse d'intervention. L'imbroglio yougoslave rend de toute manière très aléatoire toute politique d'intervention extérieure, y compris celle de chaque Etat pris séparément (y a-t-il d'ailleurs une "politique" claire et définie, efficace et résolue, des Etats-Unis, de la France ou de l'Allemagne pris séparément ?).

S'il est évident que certains enjeux ne sont pas les mêmes pour les partenaires européens, il est surtout remarquable que pour la première fois — et *a fortiori* pour un conflit militaire en Europe ! — une réplique et une intervention militaire communautaires aient été envisagées. Le fait que cette question soit sérieusement débattue est un trait significatif de la tendance en cours.

On retrouve d'ailleurs à cette occa-

1) Voir *Inprecor* n° 334 et 337 des 5 juillet et 27 septembre 1991.

sion une part des débats sur la "défense européenne". Or le fait que le récent sommet de l'Alliance atlantique se soit terminé par un compromis qui reconnaît la connexion entre la CEE et l'Union de l'Europe occidentale (UEO) confirme la tendance à long terme pour un nouveau militarisme européen. Au même moment d'ailleurs, Madrid annonçait sa décision de s'impliquer dans le projet de forces franco-allemandes et des troupes belges participaient, quelques semaines plus tard, à des manœuvres aux côtés de troupes membres de cette fameuse brigade franco-allemande.

Il est ainsi devenu très difficile pour les Américains de demander à l'Allemagne de prendre une part politique et surtout financière grandissante à la défense mondiale et de refuser en même temps la cristallisation progressive d'une défense européenne. La concentration d'un lobby militaro-industriel européen s'associe peu à une doctrine européenne de défense et à de vrais intérêts politiques et diplomatiques spécifiques.

Que cette perspective se combine au maintien d'une Alliance atlantique révisée et à la conservation du rôle central du dispositif militaire américain n'a pas de quoi étonner. Le monde n'est plus régi par une seule puissance hégémonique,

mais le capitalisme a plus que jamais besoin d'une capacité de répression multiforme. Le changement décisif est donc ailleurs ; il est dans le rapport qui s'instaure progressivement entre des institutions politiques européennes en voie d'intégration et une part du système de défense "occidental". Cette stratification nouvelle des responsabilités est l'aboutissement de deux facteurs : l'affaiblissement politique et économique relatif des Etats-Unis (malgré la guerre du Golfe qui visait, entre autres, à repositionner ce pays au sein du camp impérialiste) et la montée des périls en Europe de l'Est et dans le tiers monde.

Or, sur ce second aspect, la Communauté aura ses intérêts propres et surtout ses responsabilités particulières. Ni la France, ni l'Allemagne, ni la Grande-Bretagne, prises séparément ne pourront aller jouer les gendarmes incontestés en Afrique, dans l'Océan indien ou en Europe orientale... Signe des temps sans doute, c'est à ce moment précis que se dessine la possibilité objective d'une intégration militaire européenne, seule capable de répondre aux nouveaux défis.

Il faudra sans doute encore beaucoup de temps pour que s'accomplisse cette transformation. Mais, sur ce point comme sur d'autres, le blocage définitif de la dy-

namique engagée ne viendra pas de contradictions économiques ou politiques "endogènes". Seules les luttes sociales et l'entrée en scène de mouvements politiques et sociaux contestataires pourraient être les grains de sable qui empêchent les bourgeoisies européennes d'accomplir cette mutation.

La volonté politique

Deux catégories de problèmes s'entremêlent dans la mise en place de l'UEM. Le premier est celui de l'ouverture des marchés et de la restructuration des entreprises européennes dans le cadre de l'Acte unique. Le second est celui des institutions, du type de communauté politique et d'extension des prérogatives de celle-ci en matière de défense et de diplomatie. Entre ces deux niveaux, la question monétaire joue un rôle de charnière, à la fois maillon nécessaire du "grand marché" et étape décisive de mise en place d'une supra-nationalité institutionnelle.

C'est là que se trouve l'obstacle majeur actuel. C'est le moment décisif où il y a déséquilibre entre les avancées de l'internationalisation du capital et les processus politiques qui devraient en découler. Cette désynchronisation a été maintes fois soulignée, notamment en ce qui concerne l'énorme difficulté de substituer un proto-Etat européen aux Etats "nationaux" actuels.

Hormis les résistances sociales et les luttes politiques, le seul facteur pouvant provoquer un échec prolongé serait précisément un désordre monétaire dû à la perte de discipline monétaire au sein du système monétaire européen (SME)... faute d'avoir pu se doter de temps d'une monnaie unique. Cette éventualité n'est pas à écarter. Nous avons déjà souligné en effet qu'il s'agissait maintenant d'une course de vitesse et qu'il ne serait pas possible de maintenir durablement la situation actuelle (libre circulation des capitaux et parités relatives sous surveillance) sans mettre très vite en place des parités définitivement fixes au sein du SME et sans une homogénéisation des taux d'escompte — autant dire, donc, un premier pas décisif vers la monnaie unique.

Compte tenu de l'internationalisation croissante des économies européennes, l'UEM présenterait immédiatement des avantages par rapport à la transition actuelle. Elle permettrait, par exemple, la stabilité des changes grâce à un écu devenu "monnaie unique". Actuellement, les avocats de l'UEM chiffrent le coût des transactions de change à 0,5 % du produit intérieur brut (PIB) communautaire. La stabilité du change serait un élément anti-inflation et la disparition des anticipa-

Prises de contrôle (acquisitions, fusions) des 1 000 premières entreprises industrielles européennes

Année	National	CE	International	Total
1983-1984	101 (65,2)	29 (18,7)	25 (16,1)	155 (100)
1984-1985	146 (70,2)	44 (21,2)	18 (8,7)	208 (100)
1985-1986	145 (63,7)	52 (23,0)	30 (13,3)	227 (100)
1986-1987	211 (69,6)	75 (24,8)	17 (5,6)	303 (100)
1987-1988	214 (55,9)	111 (29,0)	58 (17,8)	383 (100)
1988-1989	233 (47,4)	197 (40,0)	62 (12,6)	492 (100)

* Source : Commission européenne.

- Les chiffres entre parenthèses appartiennent au même Etat membre.
- CE : Les entreprises concernées appartiennent à des Etats membres différents.
- International : Les entreprises concernées appartiennent à des Etats membres dont un au moins n'est pas communautaire.

tions, spéculative ou autres, sur les variations de change rendraient plus sûr le placement de l'épargne en Europe comparativement au reste du monde.

Les institutions de la future Europe ont d'ailleurs autant besoin de l'écu comme monnaie unique, que l'écu a besoin, pour réellement exister, d'un "Etat européen" en lequel les classes dirigeantes et les entreprises aient confiance. Il ne peut, en effet, y avoir de monnaie "acceptée" par les détenteurs de capital sans que celle-ci s'appuie sur un appareil d'Etat fiable pour la régulation générale du système. Les questions monétaires et institutionnelles représentent donc un même problème à deux inconnues.

Là est le véritable enjeu et le nœud gordien du moment... et non dans la crise yougoslave, les exportations de viande tchécoslovaque ou les candidatures autrichienne et suédoise à l'entrée dans la CEE !

Le grand Monopoly

Cette contradiction majeure entre les domaines économiques et financiers d'un côté, et les domaines monétaires et politiques de l'autre pourrait donc sembler insurmontable. Mais l'imbrication de plus en plus complexe d'intérêts industriels et financiers "européens" et la mise en place du "grand marché" font qu'un échec définitif du projet d'UEM aurait des conséquences gigantesques au plan économique et social.

Ces conséquences pourraient alors changer le rapport de forces entre les classes sur le vieux continent. Cela laisserait le système au milieu du gué. Il serait en rupture avec les formes passées de protectionnisme et de politiques économiques nationales, sans que, pour autant, la transcoissance nécessaire se soit réalisée. Un pareil échec ouvrirait les portes à de très profonds dérèglements économiques par lesquels pourrait s'engouffrer une nouvelle ère de conflits sociaux et de contestations de masse. Les classes dirigeantes et les gouvernements en sont conscients, n'en doutons pas. La volonté politique fait donc partie des données du problème et explique le pragmatisme et les compromis actuels.

Ce que la presse française a interprété (par anglophobie imbécile) comme des obsessions anti-européennes de Margaret Thatcher en matière monétaire s'est finalement révélé correspondre à une plus juste vision des rythmes et des difficultés. Le rêve "mitterrandien" d'un mouvement rapide vers une Europe fédérale munie de sa monnaie unique a fait long feu ! Le président français a dû lui-même concéder aux Allemands une perspective à plus

long terme pour la dernière phase de l'union monétaire.

La position britannique, actuelle, n'est donc pas portée par une quelconque tendance idéologique à l'"atlantisme", à la défense de la souveraineté nationale, ou autres balivernes. C'est d'abord la structure présente du capitalisme britannique qui explique les politiques européennes spécifiques de Londres (voir encadré p. 22). Et le passage de l'ère Thatcher à l'ère Major a exprimé, sur ces questions, une légère remise à l'heure de la pendule de Downing Street, précisément en fonction des inflexions en cours dans les alliances et restructurations industrielles britanniques.

Double défi

Tous les pays de la Communauté sont ainsi confrontés au même problème : mener simultanément l'ouverture de leur marché à la concurrence extérieure et la défense de leurs propres "champions nationaux".

Deux processus sont en cours et s'entremêlent : la réorganisation mondiale du capital, d'une part, et sa réorganisation spécifique au plan européen (en y incluant les pays de l'Association économique de libre échange — AELE), de l'autre. Ce double processus rend extrêmement compliquée la restructuration industrielle du vieux continent. Les alliances, fusions, rachats se croisent et s'entrecroisent, entre Européens, Américains et Japonais, découpant des aires d'intérêts différentes selon les branches et les produits. On a ainsi déjà souligné qu'il n'y avait pas, à proprement parler, de tissu industriel européen d'ores et déjà constitué... Mais dans certaines branches, et pas des moindres, les choses sont cependant bien avancées : les banques et les assurances, l'aérospatiale, l'aéronautique et les transports aériens, en partie dans l'armement, l'énergie et l'électricité, la distribution, et partiellement dans l'agro-alimentaire.

Il y a aussi des secteurs où, pour le moment, le grand marché européen permet une simple concurrence entre partenaires européens qui s'entre-dévoient joyeusement sans l'intervention directe des Japonais ou des Américains : par exemple, les transports routiers et, pour le moment, le transport ferroviaire.

Deux branches industrielles majeures sont, en revanche, dans une situation où l'alliance européenne serait prioritaire au regard des enjeux stratégiques mais qui est sans doute déjà en échec. Il s'agit évidemment de l'automobile, qui a beaucoup de mal à échapper aux alliances avec les



Japonais et perdra de plus en plus de terrain vis-à-vis de ces encombrants partenaires. Ensuite, de l'électronique, où la dépendance envers le Japon en matière de les micro-processeurs et la nouvelle alliance entre IBM et Macintosh sonne sans doute le glas des espoirs européens (Bull, Phillips, Olivetti). Il semble enfin que la "bataille" sur la télévision haute-définition, menée à coup de normes spécifiquement européennes à but protectionniste, soit déjà perdue.

L'ampleur de la restructuration mondiale pèse donc très lourd sur le dossier UEM. Car les restructurations engagées depuis plus de dix ans ne visent pas seulement à concentrer le capital européen, à dépasser la concurrence entre "champions nationaux" et à constituer un nouveau tissu industriel européen sur la base d'un partage du grand marché... Elles visent aussi et surtout à s'accaparer une part du marché mondial. Or, sur ce terrain, pour chaque type de produit, il faut d'une manière ou d'une autre conquérir une part du marché américain (le marché européen ne suffisant plus) et il faut se situer très vite parmi les trois premiers groupes mondiaux (voir tableau p. 20). Il faut ainsi passer d'une approche industrielle fondamentalement "nationale" à des défis et des enjeux mondiaux ; entre les deux, l'"industrie européenne" peut apparaître comme une simple "virtualité".

Dès lors, les grands groupes peuvent osciller entre une doctrine protectionniste de l'Europe (voir les positions de Peugeot face aux Japonais) et une doctrine du libre échange généralisé.

Il semble bien, cependant, que la résultante actuelle de ces multiples stratégies fragmentées du capital renforce finalement la perspective de l'UEM. On note d'ailleurs de fréquents appels des grandes entreprises européennes à hâter l'accord monétaire ainsi que leurs demandes d'aide à Bruxelles pour favoriser des pôles européens compétitifs.

Le fond de l'affaire tient, en effet, au rôle toujours plus important de la puissance publique, de l'"Etat" ! Et ce, malgré les bêtises libérales dont on nourrit les populations pour justifier l'austérité... La puissance publique est d'autant plus utile qu'elle doit continuer à aider et à encadrer

Avoirs britanniques

La Grande-Bretagne contrôle 120 milliards de dollars d'investissements (juin 1990) aux Etats Unis, soit plus d'un tiers du total des investissements directs étrangers (268 milliards de dollars au total pour l'Europe). Entre 1980 et 1990, alors que l'ensemble des investissements étrangers étaient multipliés par environ 4,8 (même chiffre pour les seuls Européens), les investissements britanniques étaient, pour leur part, multipliés par 8,5.

En 1989, 4 des 10 plus grosses opérations d'investissements étaient réalisées par des Britanniques, ainsi que 28 des 109 opérations d'investissements de 100 millions de dollars.

Depuis 1987, les nouveaux investissements britanniques ont représenté 40 % du total des nouveaux investissements étrangers.

Ces investissements britanniques vont prioritairement au secteur manufacturier (36,3 %), dont la chimie (39 % des investissements manufacturiers britanniques). Ensuite, vient le secteur pétrolier avec 18 % de ces investissements.

Les actifs britanniques aux Etats-Unis y représentent 16,7 % des ventes étrangères (32,2 % des ventes européennes). Ce sont les filiales britanniques qui occupent le plus d'employés, soit 734 000 en 1989 (le tiers des emplois générés par des Européens).

Mais parce que ces investissements se situent majoritairement dans des secteurs traditionnels, ils sont plus dépendants de la conjoncture américaine. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles on assiste à un ralentissement des investissements directs britanniques aux Etats-Unis depuis 1990. ★

les besoins de recherches et certains projets d'investissements dont les montants sont de plus en plus gigantesques — voir parallèlement le rôle du Miti au Japon (2).

Or au stade actuel — un peu à la manière de deux entreprises mettant en commun les risques d'une recherche ou du lancement d'un produit — les Etats européens doivent intervenir conjointement pour soutenir certains grands projets industriels. C'est le rôle des programmes d'aides publiques à la recherche commune : "Race", "Esprit", "Eureka", etc. Mais c'est aussi le cas pour des marchés comme celui des Airbus, de la société Ariane-Espace et du projet Hermes.

Le vrai défi est maintenant sur le terrain des "futurs produits" : télévision haute définition, biotechnologies et génétique, train à grande vitesse, voiture "intelligente", télécommunication et produits multimédias, etc.

Cet encadrement, cette aide, et cette

prise en charge d'une partie des risques par la puissance publique plaident donc pour l'affirmation d'un proto-Etat européen capable de financer et de coordonner ces nouveaux besoins. Le capital britannique n'échappera pas à ces besoins. Telle est sans doute la conviction de Major, qui doit pourtant manœuvrer dans son parti et ne pas perdre les élections d'abord !

L'UEM était objectivement inscrite dans l'Acte unique... On ne peut en effet laisser les capitaux circuler librement sans se poser très vite le problème de la devise commune. Car, sans cela, le moindre déséquilibre important au sein du SME, avec l'actuelle dérèglementation, pourrait entraîner un vaste désordre monétaire, amplifié par la spéculation. Echouer sur l'UEM impliquerait donc un recul brutal dans la mise en œuvre du grand marché... et, par conséquent, un retour anachronique aux stricts protectionnismes nationaux. C'est tout le Traité de Rome qui serait alors remis en question. Un retour à 1959 est-il envisageable ?

Issue à la crise ?

L'UEM représente, d'autre part, un maillon important de la politique de "sortie de crise". Conséquence de l'Acte unique, elle combine restructurations industrielles, monétaires et institutionnelles. En dernière instance, c'est-à-dire au niveau politique et social, son achèvement constituerait un élément non-économique, utile pour une possible sortie de l'onde longue récessive. Elle constitue donc un enjeu majeur pour les bourgeoisies européennes et pour les Etats.

Deux tendances cohabitent, celle d'une mondialisation accrue et celle pour la constitution d'une entité politique et économique européenne spécifique. Un point d'équilibre entre un nouveau libre échangeisme et de nouveaux protectionnismes devra donc être trouvé dans le cadre d'une hypothétique sortie de crise. C'est l'enjeu des tractations actuelles de l'Accord général sur les tarifs et le commerce (GATT).

Trois pôles néo-protectionnistes peuvent ainsi émerger au sein de l'OCDE : Amérique du Nord (Accord de libre commerce de l'Amérique du Nord, NAFTA), Japon-Asie et Europe. Mais ce serait une erreur de croire que leur forme reviendrait à une simple réplique des vieux systèmes de "défense" des économies nationales. Les guerres commerciales prendront une toute autre allure car le développement inégal et combiné au sein des pays de l'OCDE va se faire de manière multiforme, selon les branches et les produits : hégémonie japonaise, européenne ou américaine selon les cas. Aucun des pôles

n'aura donc d'hégémonie absolue, avec quelques conséquences aux plans politique et militaire.

Mais il serait erroné de prendre cette fébrilité du capital comme un mouvement cahotique duquel il serait impossible de prévoir les futures "rationalités". Que l'économie se mondialise de plus en plus, que les mouvements de capitaux soient de plus en plus complexes est une chose ; mais le système a besoin d'un point d'équilibre. Celui-ci n'est pas purement et simplement engendré par l'économie. La dimension politique et sociale, impérative pour trouver une issue à la crise actuelle, doit s'incarner dans un système socio-politique nouveau en prise avec l'évolution mondiale. L'UEM et son volet politico-institutionnel peuvent être précisément une part de la solution pour les Etats européens.

Rattraper l'adversaire !

Il faut donc éviter une série d'erreurs. Celle, par exemple, de prendre ses désirs pour des réalités, et d'interpréter les contradictions inter-impérialistes comme le dernier avatar de la crise du système européen.

Le plus urgent, sans aucun doute, est de fournir au mouvement ouvrier et aux gauches anticapitalistes une réponse alternative à l'Europe qui se dessine peu à peu. La nouvelle réalité fait que le repli stratégique sur le cadre national, par conservatisme ou illusion d'autodéfense, constituera une impasse. Très vite, ses tenants finiront par se replier sur la région ou sur la "nation", sur la ville ou sur l'entreprise. La micro-stratégie deviendra le refuge aléatoire pour tous ceux qui n'auront pu s'investir dans un nouvel internationalisme à la hauteur des enjeux.

A partir de l'interprétation des luttes quotidiennes et de toutes les résistances sociales qui ne manqueront pas de se développer ces prochaines années il faudra commencer à tracer les contours d'une Europe alternative ; au moins, les premiers éléments d'une contre-offensive. En partant des nécessités immédiates, qu'elles soient économiques, sociales ou politiques, il faudra bâtir une nouvelle cohérence, qui combine le droit à l'autodétermination de toutes les collectivités de travail ou de vie et l'audace d'un projet anticapitaliste sans frontières.

Le sommet de Maastricht vient nous rappeler notre immense retard sur l'adversaire... ★

3 décembre 1991

2) Le Miti est un organisme public japonais qui encadre les politiques de recherche et de développement des entreprises.

Chômage et racisme

Si on les compare avec le nombre de voix remportées par Le Pen en France ou les actions criminelles des groupes allemands (1), les organisations néo-fascistes britanniques ne constituent pas encore une force significative, mais sont cependant très actives depuis la chute de Thatcher.

Liam MAC UAID



EN 1979, alors que les groupes d'extrême droite étaient à leur zénith, l'élection des conservateurs leur a coupé l'herbe sous le pied. Dans un discours célèbre, Thatcher avait évoqué la peur des Bri-

tanniques blancs de se voir submergés par des « cultures étrangères » et le conservateur Norman Tebbit s'était publiquement demandé si les Noirs de Grande-Bretagne soutenaient réellement l'équipe de cricket d'Angleterre. Ce discours raciste, accompagné d'une forte rhétorique anti-européenne et de violents coups assésés à la classe ouvrière, a rassemblé les classes moyennes et la petite bourgeoisie derrière les conservateurs. Thatcher n'hésitait pas à faire la guerre quand cela pouvait lui être utile pour des élections ; les Malouines ont été l'occasion d'un déploiement sans précédent de nationalisme réactionnaire.

Mais aujourd'hui Thatcher est partie. La direction du Parti travailliste, derrière Neil Kinnock, se différencie très peu du Premier ministre conservateur John Major. Le chômage touche au moins 3 millions de personnes dans le cadre de la pire des récessions britanniques de l'après-guerre. En tant qu'idéologie, le "thatchérisme" était l'essence concentrée du libre marché : la société n'était qu'un ensemble d'individus et de leurs familles ; il fallait devenir riche avec le plus d'ostentation possible ; le consensus autour de l'Etat-providence, caractéristique de la politique britannique de l'après-guerre, personnifié par l'ancien Premier ministre conserva-

teur Edouard Heath, par exemple, devenait du "socialisme utopique". Avec la disparition de la majeure partie de l'industrie traditionnelle, l'expansion des secteurs des services et des finances, et la réticence des syndicats ou du Parti travailliste à passer à l'offensive, une réelle atomisation a traversé la société britannique.

Classes moyennes plumées

Quand la prospérité artificielle créée par la politique économique de Thatcher s'est évaporée, ceux qui pensaient gagner le plus se sont retrouvés dans les pires conditions. Tous ceux qui, sur les conseils du gouvernement, avaient acheté leur logement ou créé leur propre entreprise ont d'énormes difficultés aujourd'hui à cause des taux d'intérêts élevés, du déclin de leurs revenus et de la multiplication des licenciements dans les anciens secteurs en expansion.

Un mouvement ouvrier faible, une récession et une couche de plus en plus importante de chômeurs de longue durée et de petits commerçants frustrés : voilà des conditions idéales pour la croissance du racisme et du fascisme. D'ailleurs, les organisations fascistes britanniques ont commencé à accroître leur nombre de militants et leurs activités depuis la chute de Thatcher.

Leurs tactiques sont beaucoup plus raffinées aujourd'hui. En septembre 1990, avant la chute de Thatcher, le Parti national britannique (PNB), le plus important des groupes d'extrême droite, a obtenu 25 % des voix de la classe ouvrière blanche lors d'une élection cantonale partielle dans l'East End à Londres avec le slogan « *Des droits pour les Blancs* ». Le PNB a utilisé le passage à tabac d'un Blanc par des jeunes originaires du Bangladesh (après d'innombrables attaques de toutes sortes contre la communauté bengladi du quartier) pour gagner des suffrages. Cette approche, relativement plus subtile que celle des campagnes électorales précédentes, a réussi aux fascistes. Ce résultat prouve qu'ils sont capables de cristalliser

la colère et les frustrations de la classe ouvrière blanche dans l'un des quartiers les plus pauvres de Londres. Utilisant le passage à tabac comme prétexte, ils ont aussi mis sur le dos des immigrés l'état de délabrement des logements et le chômage. Le PNB présentera environ 20 candidats aux prochaines élections législatives et un autre groupe fasciste, le National Front, pourrait en aligner une douzaine d'autres.

Les fascistes ont également lancé une importante campagne de harcèlement des militants d'extrême gauche. Des lecteurs de la revue *Socialist Outlook* ont été attaqués et menacés dans de nombreuses villes. La maison d'un militant noir du Parti socialiste des travailleurs (SWP) a été incendiée à la grenade et chaque semaine des camarades qui vendent *Socialist Worker* sont attaqués.

En défense des "Blancs"

Mais c'est surtout l'augmentation du nombre et du degré de violence des attaques racistes qui est inquiétante. Si l'on n'assiste pas encore des attaques meurtrières ou massives comme en Allemagne, des familles noires ont cependant été victimes de grenades incendiaires et des groupes de deux ou trois hommes ont tabassé des enfants asiatiques d'une dizaine d'années.

Selon le gouvernement britannique, en 1990, il y a eu 6 459 attaques raciales. Il est certain que ce chiffre est bien plus bas que celui de 1991 et que ceux de 1992 et 1993 augmenteront encore. Toutes ces attaques ne sont pas le fait de partisans des groupes fascistes ; beaucoup sont menées par des voisins d'immigrés ou par des groupes de jeunes désœuvrés.

Mais le racisme redevient petit à petit respectable. Les journaux conservateurs rapportent de plus en plus d'histoires d'immigrés qui escroqueraient la sécurité sociale, de fables sur des immigrés qui bénéficieraient de logements sociaux avant les Blancs, etc. Dans le même temps, les ministres parlent à nouveau de la "submersion" et viennent d'introduire une législation, condamnée par Amnesty International et par certains évêques, qui rend l'entrée en Grande-Bretagne beaucoup plus difficile pour les réfugiés, même s'ils risquent la mort dans leur pays d'origine. ★

Londres, 28 novembre 1991

1) Voir *Inprecor* n° 341 du 22 novembre 1991.

Sur le fumier de la crise

POUR les antiracistes, le score de l'extrême droite n'est guère surprenant. Tous les ingrédients pour une percée de forces fascistes et d'extrême droite étaient réunis depuis un certain temps. Or, nombreux sont les politiciens bourgeois et sociaux-démocrates qui ont joué sur la démagogie raciste, dans l'espoir de gagner des voix. Sans succès. Car en tentant de tirer profit de la copie, ils ont renforcé et légitimé l'original.

Contrairement aux précédents scrutins, les politiciens bourgeois et la social-démocratie ne peuvent plus se contenter d'actes symboliques. Car la percée de l'extrême droite menace la stabilité politique... et compromet la politique d'immigration que le patronat continue à soutenir parce qu'il dispose de trop peu de main-d'œuvre pour "casser les salaires".

La percée du Vlaams Blok

En Flandre, le parti d'extrême droite, Vlaams Blok, est passé de 3 % des voix en 1987 à 10,4 % aujourd'hui ; de 104 036 électeurs à 381 943, soit trois fois plus. Parmi les dix nouveaux élus qui entrent à la Chambre figure le dirigeant de la bande de nervis du Vlaams Blok, Buisseret (qui vient d'être condamné pour agression et vol d'un jeune immigré !). Un autre élu, Van Wallegghem, est, quant à lui, responsable de la mort d'un colleur d'affiches du Front démocratique des francophones (FDF), en 1978. Au Sénat, le Blok gagne cinq sièges (il en avait obtenu un en 1987). A cela, il faut ajouter une petite armée de conseillers provinciaux.

Le résultat le plus spectaculaire est celui d'Anvers : le Vlaams Blok devient le plus important parti (20,6 % dans l'arrondissement, 25,4 % dans le canton). Mais la tache d'huile s'élargit : dans l'arrondissement de Malines, le Vlaams Blok franchit partout la barre des 10 % ; dans le canton même de Malines, un électeur sur cinq a voté pour lui. Même scénario en Flandre occidentale dans l'arrondissement de Sint Niklaas (14,3 %), dans ceux d'Alost (8,8 %), de Dendermonde (9,2 %) et de Gand-Eecklo (13,1 % dans le canton de Gand). Pour la première fois aussi, le Vlaams Blok décolle dans la province du Limbourg (8,8 % dans l'arrondissement de Hasselt).

Les élections du 24 novembre 1991 ont surtout été marquées par la percée de l'extrême droite. Ceux qui regardent la Belgique de loin ne cachent pas leur stupéfaction. C'est le cas de la presse étrangère. Et pourtant, il n'y a pas tellement lieu d'être surpris...

Vincent SCHELTIENS

Avec 10,4 % des voix sur l'ensemble de la Flandre, le Vlaams Blok obtient automatiquement un poste ministériel dans le gouvernement régional flamand, composé à la proportionnelle.

Mais le Vlaams Blok ne sera pas le seul parti d'extrême droite présent au Parlement. En effet, le Front national (francophone) recueille 33 000 voix dans la capitale et gagne un représentant à la Chambre. Ce score est d'autant plus remarquable que le FN, contrairement au Vlaams Blok, n'était pas le seul parti d'extrême droite en lice en Wallonie.

Dans un certain nombre de villes wallonnes, le FN fait d'autres scores impressionnants : 5,9 % à Namur, 4,6 % à Charleroi (dans le canton) et 2,4 % à Liège, où il a été devancé par son concurrent AGIR (4,6 %).

Miser sur la peur

Cette percée de l'extrême droite est essentiellement un phénomène électoral pour le moment. Il s'agit bien de partis avec un programme et un projet fascistes, mais, à cette étape de leur construction, ils tentent de se donner une image respectable. Ils progressent électoralement en exploitant quelques thèmes simples : l'immigration, l'insécurité, le nationalisme et l'avortement.

Même si le Vlaams Blok commence à percer dans certaines communes rurales, sa progression est surtout remarquable dans les villes moyennes et grandes, où vit la fraction de la classe ouvrière la plus durement touchée par dix ans d'austérité.

La peste brune pousse sur le fumier de la crise et de l'inégalité sociale croissante. La contradiction est en effet criante entre les profits des entreprises, les grandes fortunes qui ne paient pas d'impôts, et la paupérisation croissante des quartiers populaires et des gens qui y habitent.

Malgré une percée électorale, les Verts n'arrivent pas à mobiliser cet électorat populaire, ni même à endiguer la montée de l'extrême droite. Leurs propositions sociales ne sont pas suffisantes. Il existe un fossé profond entre la légitime aspiration des Verts à l'égalité (droit de vote pour les immigrés), d'une part, et les moyens qu'ils proposent pour éradiquer le racisme de l'autre. Les Verts ne voient pas la nécessité d'une action de masse contre le racisme, de revendications sociales qui contestent la logique du marché libre, cause profonde de la putréfaction fasciste.

Les Verts impuissants ?

La social-démocratie encaisse, quant à elle, les coups les plus durs de la percée de l'extrême droite. Cela ne doit pas étonner. Elle a collaboré à la gestion de la crise et a été incapable de changer quoi que ce soit à la situation des gens dans les quartiers où règne l'exclusion sociale. Là où la social-démocratie échoue à donner aux gens une perspective, un sentiment de solidarité et d'identité, le Vlaams Blok et le Front national y réussissent... Les premières réactions des ténors sociaux-démocrates montrent qu'ils n'ont rien compris au message ; ils en appellent à une « *approche résolue du problème* », à un « *gouvernement fort* ». De ce point de vue, la poussée de l'extrême droite donne à la bourgeoisie un argument pour mettre en œuvre ses plans de renforcement du pouvoir d'Etat. Moins de droits démocratiques, et en définitive plus de racisme, au nom de la lutte contre la "marée brune" : voilà ce qui nous attend...

Le fait que le FN doive son succès sur ses rivaux au simple fait qu'il a repris le nom et le sigle du FN français de Le Pen montre aujourd'hui avec quelle facilité ce type d'organisation entraîne l'adhésion d'une partie de l'opinion.

Il n'est pas facile de faire barrage à la montée de l'extrême droite. Il y a un retard énorme dans la compréhension de la simple nécessité d'une lutte unifiée et résolue en faveur de revendications concrètes et radicales.

En tout cas, la solution ne viendra sûrement pas de la proposition d'un front des démocrates contre l'extrême droite.

Ceux qui, par leur politique, ont fait le lit des fascistes, demandent maintenant à tout un chacun de venir les aider à se sortir de leurs problèmes. Ils en appellent à une « revalorisation de la politique », à un « changement des méthodes politiques ». Mais tout ce discours ne change rien au sort matériel concret des exclus qui votent pour le Vlaams Blok parce qu'ils sont exclus.

Beaucoup d'électeurs sont idéologiquement paumés, socialement déracinés. S'il y a un signal dans ces élections, c'est bien celui-là. Et la seule manière de l'interpréter, c'est de préparer une alternative

radicale, un grand plan de satisfaction des besoins et de création d'emplois pour tous, couplé à l'égalité des droits politiques entre Belges et immigrés. Possible ? Oui, à condition de prendre l'argent là où il est, et de mobiliser en profondeur pour ces revendications. Il n'y a pas d'autre manière de "vider le bocal" des fascistes.

Si le choc de ces élections pouvait servir à cette prise de conscience-là, alors, la prochaine fois, on pourrait parler d'une autre "marée". Sinon... ★

29 novembre 1991

La fin du consensus

La crise de la représentation politique a franchi un seuil qualitatif en Belgique. Les élections au Parlement et au Sénat du 24 novembre 1991 ont montré que les trois familles traditionnelles (sociaux-chrétiens, socialistes et libéraux) n'attirent que 65,7 % de l'électorat flamand (90,5 % en 1950 et 74 % en 1987). Même si ces groupes représentent 81,5 % en Wallonie, ils reculent par rapport à 1987, où près de 89 % des gens votaient encore pour le Parti socialiste (PS), le Parti social-chrétien (PSC) et le Parti libéral (PRL). Le recul est donc sévère et tout indique qu'il ne fait que débiter...

Alain TONDEUR



MALGRE leur cure d'opposition, il est significatif de constater que les libéraux sont eux aussi touchés par ce phénomène. Le PVV (libéraux flamands) de Verhoystadt grignote certes un petit 0,6 % de l'électorat, mais le PRL perd 2,4 % en Wallonie et 3,6 % à Bruxelles. En fait, l'électorat a sanctionné tous les partis établis.

Le recul des partis classiques est encore plus frappant si on se penche sur les résultats des grandes villes, surtout en Flandre. Le CVP (sociaux-chrétiens flamands), le SP (socialistes flamands) et le PVV ne totalisent plus que 47,2 % des votes exprimés à Anvers. Dans cette métropole, les partis non-traditionnels ont la majorité absolue.

Des trois familles, les sociaux-démocrates sont les plus mal en point. Le CVP reste le premier parti de la Flandre et du pays. En tant que parti "chrétien", il y a un plancher en dessous duquel il ne descen-

dra pas, sauf bouleversements sociaux plus profonds. Le maintien du PSC à 22,5 % (- 0,7 %) en Wallonie et à 8,8 % (+ 0,3 %) à Bruxelles est sans doute en partie dû à l'existence de ce plancher.

Forte polarisation politique

Les choses se présentent différemment pour le SP et le PS. Le SP chute de 4,6 % en Flandre et se retrouve à 19,6 %. Ses dirigeants n'ont d'autre perspective que de continuer à gérer la crise capitaliste ; or, ce faisant, ils minent le principe de solidarité sur lequel, historiquement, la social-démocratie s'est constituée. Une partie de l'électorat populaire victime de la crise se détourne de la social-démocratie parce qu'il trouve une autre forme d'identité solidaire — nationaliste et raciste — dans le discours démagogique du Vlaams Blok. La contradiction du SP est donc insurmontable. Où s'arrêtera sa chute ? Elle peut aller très loin ; le SP a perdu un tiers de son électorat dans la région bruxelloise et, dans ses 19 communes, il passe derrière le Vlaams Blok !

La crise de la représentation politique s'exprime comme prévu dans la poussée de l'extrême droite, des Verts et, en

Flandre, par le succès des listes de Van Rossem, ex-millionnaire véreux qui a appelé à voter "merde" et qui comptabilise 188 000 voix, soit 5,2 % de l'électorat. C'est sous cette forme que se concrétise pour le moment la polarisation politique et la rupture du consensus gestionnaire. Dans son essence, le phénomène est semblable en Flandre et en Wallonie : rejet de la politique politicienne, de la forme parti et du discours politique traditionnel, importance de ce phénomène chez les jeunes, instabilité électorale accrue. Mais l'image qui en ressort est très différente dans les deux parties du pays.

Au Sud, pour le moment, la polarisation s'accompagne plutôt d'un glissement à gauche : recul du PRL et percée d'Écolo (Verts francophones) qui recueille les fruits des luttes dans le tertiaire avec 13,5 % (soit + 7 %). De plus, au sein même du PS, Jean-Maurice Dehousse, un contestataire, remporte un succès personnel avec un vote préférentiel de 39 000 voix (alors qu'il était en septième position sur la liste socialiste).

Au Nord, la polarisation s'accompagne d'un glissement à droite très marqué : recul du SP, maintien du PVV, *statu quo* imprévu d'AGALEV (Verts flamands) à 7,9 % (+ 0,6 %), et, surtout, percée du Vlaams Blok avec 10,4 %.

A côté de cela, la "gauche de la gauche", celle qui propose une alternative à la crise globale de la société, est en mauvaise posture. Ainsi, en Wallonie, le Parti ouvrier socialiste (POS-SAP, section belge de la IVE Internationale) recule de manière marquée par rapport à 1987, passant de 10 900 à 4 545 voix, avec des reculs à Liège et à Charleroi et seulement 1 705 voix pour les 19 communes de Bruxelles (contre 3 013 en 1987).

Le Parti du travail belge (PTB-PVDA) passe au niveau national de 43 386 voix en 1987 à 31 674. Ce résultat est le fruit d'une perte de 14 602 voix en Flandre, d'un progrès de 536 voix en Wallonie. Dans son bastion anversoïse, le PTB passe de 17 309 voix en 1985 à 6 005 voix aujourd'hui. Il est fort probable que son maintien en Wallonie soit lié au transfert d'une petite partie de l'électorat communiste traditionnel.

En Flandre, la coalition Regenboog (rouge et verte) totalise 11 083 voix et enregistre une perte de la moitié de ses suffrages par rapport aux élections européennes de 1989. Toutefois, Regenboog réalise des scores plus qu'honorables à Anvers (7 587), Mechelen (1 900), Leuven et Alost. ★

28 novembre 1991

En quête d'un modèle alternatif

Le commandant Mario Lopez, membre de la commission politico-diplomatique du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) s'est longuement exprimé pour *Inprecor* sur les récents accords signés entre les révolutionnaires salvadoriens et le gouvernement (1). Dans la deuxième et dernière partie de cet entretien, il aborde les débats qui se déroulent au sein du FMLN, et les répercussions de la nouvelle situation internationale.

INPRECOR : *Certaines déclarations faites par des dirigeants du FMLN (2) traduisent-elles un virage politique ?*

Mario LOPEZ : Les différences que l'on peut apprécier entre les discours de certains membres du commandement général peuvent engendrer des interrogations — les déclarations de Joaquín Villalobos, de Shafick Handal ou encore de Ferman Cienfuegos sont effectivement différentes (3). Cela ne prouve pas en soi l'existence de problèmes graves au sein du FMLN, mais témoigne, au contraire, d'un approfondissement du débat en son sein.

Le FMLN est constitué de cinq organisations (4) ; nous vivons une situation de guerre et chacune de ses organisations dispose de son armée. La définition des stratégies, des tactiques et parfois même des plans d'opérations requiert un débat approfondi pour parvenir au consensus — notre discipline militaire n'a pas les mêmes caractéristiques que celle d'une armée normale ; pour élaborer des plans militaires, des offensives ou des campagnes, nous partons à chaque fois d'un débat profond.

Les événements à l'Est, pourquoi ils se sont déroulés ainsi, la remise en cause du socialisme, ce qu'est le socialisme, le type de société que nous cherchons à construire et ce qu'il est possible de construire aujourd'hui : autant de débats incontestablement présents parmi nous aujourd'hui. Ce qui a changé, c'est que certains des éléments de ces débats deviennent publics, ce qui n'était pas la norme auparavant.

Mais cela ne risque pas de nous diviser ; il existe des projets pour renforcer l'unité du FMLN dans la nouvelle situation politique. Il ne faut donc pas être trop inquiet à ce sujet, d'autant plus que certains éléments communs ne sont plus en débat, mais sont devenus partie prenante de notre projet stratégique. Durant ces années de guerre, par exemple, ce que nous appelons le double pouvoir s'est construit. Notre approche sur la question a varié au cours des années. Le double pouvoir impliquerait l'existence d'un pouvoir traditionnel, qui aurait l'avantage de disposer de l'appareil d'Etat, face au pouvoir émergent ou pouvoir populaire, qui s'est articulé au départ autour de la lutte armée, mais qui constitue aujourd'hui un pouvoir nouveau.

◆ *Certaines déclarations n'apparaissent pas comme des sujets de débat, mais bien comme des prises de position du FMLN, comme par exemple, les propos de Joaquín Villalobos sur le marxisme, sur l'abandon de cette doctrine, etc. (5). Il y a aussi les déclarations faites par*

Humberto Ortega, au Nicaragua, pour qui il faudrait complètement revoir la conception traditionnelle de l'exercice du pouvoir (6).

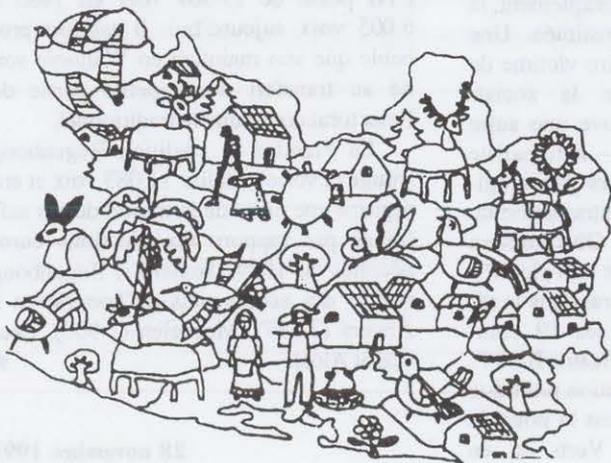
Au sein de la gauche latino-américaine et centraméricaine, il existe évidemment un débat de fond sur le socialisme à partir des événements d'Europe de l'Est. Mais certaines déclarations de doivent pas être interprétées comme des prises de position du FMLN en tant que tel. Les déclarations de Villalobos, par exemple, sont différentes de celles de Shafick Handal.

Dans une interview récente, ce dernier a déclaré que les problèmes de l'Amérique latine ne pourraient être résolus que par le socialisme. Ce débat n'est donc pas conclu dans le FMLN.

Mais certains éléments sont aujourd'hui entièrement intégrés dans notre conception commune et ne font plus l'objet de discussions. Ainsi, le développement du pôle populaire de l'économie est devenu un acquis pour l'ensemble du FMLN, ainsi que l'autogestion populaire à caractère collectif ou associatif, qui non seulement n'est plus remise en cause, mais qui, en plus, se concrétise déjà (7) ; il en est de même du renforcement du pluralisme politique. Certaines idées-forces se sont imposées dans la réalité des faits, au niveau de l'analyse théorique, et elles forment une vision commune. Une chose est donc le débat sur la conception du socialisme, une autre est ce qui est déjà en voie de concrétisation pratique, et qui nourrira ensuite le débat.

Maintenant, en ce qui concerne la théorie marxiste-léniniste, un point est clair pour tous dans le FMLN : le modèle néolibéral imposé dans notre pays et dans le reste du monde ne va pas résoudre les énormes problèmes des masses ; au contraire, ce schéma a réglé en partie les difficultés de l'économie capitaliste, au prix d'une hausse du chômage et d'une augmentation de la misère. Ces contradictions sont créées par le système lui-même, qui tentera de les résoudre en faisant payer le prix aux masses.

Dans notre pays, on compte 70 % de



1) Voir *Inprecor* n° 341 du 22 novembre 1991.

2) Voir *Inprecor* n° 324 du 15 février 1991.

3) Joaquín Villalobos est dirigeant de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP) ; Shafick Handal est le secrétaire général du Parti communiste salvadorien (PCS) et Ferman Cienfuegos est dirigeant de la Résistance nationale (RN). Ils sont tous commandants et membres du commandement général du FMLN.

4) Il s'agit de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP), des Forces populaires de libération (FPL), du Parti révolutionnaire des travailleurs centraméricains (PRTC), du Parti communiste salvadorien (PCS) et de la Résistance nationale (RN).

5) Voir *Inprecor* n° 329 du 26 avril 1991.

6) Voir *Inprecor* n° 337 du 27 septembre 1991.

7) *Ibidem*.

pauvres, certains donnant même un chiffre plus important. Cela entraîne un faible niveau culturel pour la majorité de la population. Selon le modèle néolibéral, tout va être résolu par le libre jeu des forces du marché ; mais la majorité des gens reste en dehors du marché du travail parce qu'elle n'a pas de qualifications et n'est pas compétitive.

◆ *Ces gens ne disposent pas d'un pouvoir d'achat qui leur permettrait d'avoir accès aux marchandises...*

En effet. Ils restent hors du marché. Le modèle libéral va-t-il résoudre ce problème ? Non, il est prouvé que ce modèle aggrave la misère. Même dans des pays qui bénéficient de conditions plus favorables, comme le Mexique ou le Costa-Rica, la pauvreté a augmenté. Le néolibéralisme ne résout rien : il existe un accord complet sur ce point au sein du FMLN. Nous sommes tous à la recherche d'un modèle alternatif, quel que soit le nom qu'on lui donne.

◆ *Mais certains pourraient être tentés d'opposer une conception idyllique du modèle social-démocrate au modèle néolibéral, ce qui reviendrait à appliquer au Salvador, le schéma suédois. Cela semble totalement impossible.*

Je suis d'accord sur le fait qu'il ne faut même pas envisager de pouvoir appliquer le modèle suédois, ni même costaricien, sans parler de celui des dragons asiatiques, au Salvador. Les conditions concrètes ne le permettent pas. C'est comme si nous voulions réaliser une révolution en suivant la voie cubaine, indépendamment de ce que nous pouvons penser de son cours actuel. Il est impossible de répéter l'histoire ; même le modèle nicaraguayen ne convient pas aujourd'hui. La situation internationale que les sandinistes ont su utiliser pour prendre le pouvoir, sans parler du cas de Cuba, est complètement différente aujourd'hui. Nous ne pouvons donc pas réfléchir à partir de modèles analogues. Il en est de même avec la référence à la Suède, qui fait partie du Nord, et qui a bâti une bonne partie de sa puissance économique sur l'exploitation du Sud. Même si nous étions partisans de ce modèle, il serait exclu de penser pouvoir l'acclimater chez nous.

Mais une chose est de rêver à tel ou tel modèle, une autre de s'ancrer dans la réalité concrète. Il est évident que le FMLN doit construire une alternative différente du modèle néolibéral. Mais en ce qui concerne des aspects plus précis, comme la dictature du prolétariat, il me semble qu'il faut se saisir de la réflexion déjà réa-

lisée pour tenter d'éviter de reproduire ce qui a échoué ailleurs. Il ne s'agit pas d'affirmer que ce qui était à l'œuvre dans ces pays-là était la dictature du prolétariat, pour rejeter ensuite cette dictature.

◆ *Soit on fait référence au modèle stalinien, soit à celui défini par Lénine, dans "L'Etat et la Révolution", ou par Marx dans "La Commune de Paris", qui vont bien plus loin dans le domaine démocratique et qui s'opposent à ce qui s'est passé en Union soviétique à la fin des années 20.*

Je suis d'accord. D'un point de vue théorique, les critiques faites à de telles déclarations [de Villalobos, ndlr] sont correctes. Mais il faudrait analyser le message que leur auteur voulait faire passer.

En ce qui me concerne, je pense que sur la dictature du prolétariat, il s'agit d'éviter la répétition de l'expérience des pays de l'Est et de l'Union soviétique, et même, avec des formes différentes, du Nicaragua. Je pense que c'est de cela dont parlait [Villalobos] au fond. Mais c'est évidemment dangereux de faire des déclarations qui peuvent prêter à de fausses interprétations ; pour moi, de tels propos prouvent avant un manque de rigueur scientifique.

◆ *Tu dis que la situation internationale est aujourd'hui différente de celle qui existait lors des révolutions nicaraguayenne ou encore cubaine, ce qui est incontestable. Quels en sont les effets, selon toi, au Salvador ?*

Certaines conséquences sont plus ou moins pratiques, d'autres concernent le domaine conceptuel. Ce qui était notre modèle, avant les événements d'Europe de l'Est, est aujourd'hui remis en question. Au plan théorique, nous devons réfléchir à un modèle alternatif de société, mais aussi le construire. Nous ne pouvons pas nous en tenir à des archétypes.

Sur le plan pratique, le modèle que nous pourrions mettre en place sera déterminé par notre insertion dans une structure internationale, imposée par le système capitaliste. Cela, nous ne pourrions pas le changer, même si nous le voulions et même si nous contribuons, sans doute, à créer les conditions d'un changement global de système, qui ne dépendra pas que de nous ou des sandinistes. Nous devons accepter ces relations internationales et comprendre que, comme nous ne pouvons pas instaurer un modèle isolé, certainement pas dans la situation du Salvador, — à mon avis donc, ce n'est possible nulle part, on doit trouver un mode d'insér-



tion dans le système capitaliste. Les relations qu'on aurait pu avoir avec l'Union soviétique ont complètement changé : ce pays a déjà instauré un mode de comptabilité sociale différent, des rapports capitalistes, une référence aux prix internationaux pour le pétrole, etc. Les termes de l'échange ont été modifiés. Les transformations que nous pourrions réaliser seront donc essentiellement internes, en grande partie déterminées par cet environnement international dans lequel nous devons nous insérer.

Nous ne pouvons pas espérer, en outre, que le modèle que nous élaborerons en tant que révolutionnaires sera celui qui sera appliqué. En ce qui nous concerne, au moins, nous sommes pleinement conscients que tout modèle de développement doit être soutenu par une large base sociale. Notre modèle, aussi beau soit-il, ne sera jamais appliqué s'il ne compte pas sur une base sociale suffisante. Il nous faut donc définir un modèle par la concertation : nous devons tenter de rallier les gens à notre projet. Mais nous ne pouvons pas souhaiter imposer nos idées aux autres, même si elles sont certes indispensables pour donner corps à ce projet. Nous devons donc accepter que notre projet soit amendé, même si, je le répète, nous devons nous efforcer qu'il le soit le moins possible. Si nous insistons à tout prix pour que notre projet soit accepté tel quel, nous nous isolerons de secteurs qui nous rejeteront parce qu'ils ont des intérêts différents, ou une autre perception de la réalité. ★

1er novembre 1991
Propos recueillis par Eric Toussaint

La main invisible

QUEL JEU les Etats-Unis sont-ils en train de jouer en Haïti ? En application d'une récente résolution de l'Organisation des Etats américains (OEA), George Bush signait, le 29 octobre 1991, un décret d'embargo dans lequel on peut lire que « *les graves événements de la République d'Haïti (...) constituent une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale, la politique étrangère et l'économie des Etats-Unis* ». En conséquence de quoi, Alvin Adams, ambassadeur des Etats-Unis, convoquait des hommes d'affaires haïtiens et les avertissait qu'ils risquaient de perdre leur visa d'entrée aux Etats-Unis et le gel leurs avoirs s'ils essayaient de contourner l'embargo. On ne peut, *a priori*, imaginer position plus ferme.

Mais quelle est l'attitude de ce même ambassadeur dans les coulisses ? C'est le problème qu'ont voulu poser une cinquantaine d'organisations populaires, socio-professionnelles, de droits de l'homme, ainsi que la Conférence haïtienne des religieux. Dans une lettre adressée à Adams au mois de novembre, elles écrivent : « *Nous comprenons difficilement les conditions que votre ambassade cherche à imposer depuis un mois au gouvernement légitime. Celles-ci correspondent étrangement aux propos actuellement présentés par le fameux "comité de crise" du Sénat de la République qui s'est placé dans une totale illégalité :*

1- *le renvoi du retour du Président Aristide à une date très reculée (dans 6 mois) ;*

2- *la démission du Premier ministre légitime René Préval avant le retour d'Aristide ;*

3- *le choix d'un autre Premier Ministre résultant d'une concertation entre Aristide et les présidents des deux chambres pendant l'exil de notre président constitutionnel ;*

4- *la formation d'un cabinet ministériel par ce nouveau Premier Ministre qui commencerait à travailler pour rendre possible le retour d'Aristide ;*

5- *le maintien du général Raoul Cédras, chef des putschistes, à son poste de commandant de l'armée.*

(...) *Votre position, Monsieur*

Officiellement, les Etats-Unis défendent avec éclat la cause du retour à la démocratie en Haïti. Mais dans les coulisses, il en va autrement. Les Etats-Unis seraient-ils « la main invisible qui a inspiré le coup d'Etat », dont parle le Père Aristide sans jamais la nommer (voir Inprecor n° 339 du 25 octobre 1991) ?

Arthur MAHON

L'Ambassadeur, traduit un appui direct aux principaux criminels, auteurs et/ou complices du putsch pour lesquels vous réclamez l'impunité ; ce qui nous porte à nous interroger sur les origines profondes de ce coup d'Etat.

Il est évident que de nombreuses combines sont en train d'être montées pour faire pourrir la situation et parvenir à casser la résistance du peuple en vue d'imposer une solution contraire à sa volonté. »

L'ambassadeur, l'OEA et les putschistes

Des organisations de défense des droits de l'homme ont écrit à l'OEA, s'étonnant que l'ambassadeur nord-américain ait accompagné la délégation de parlementaires haïtiens à Carthagène. Dans cette ville colombienne, ils ont participé du 22 au 24 novembre à des négociations avec Aristide. Cette rencontre était présidée par Ramirez Ocampo, ancien ministre colombien, que l'OEA a chargé de suivre le dossier de la crise haïtienne. Aucun texte n'y fut signé. Les parlementaires refusaient en effet qu'y soit fait explicitement mention du retour d'Aristide au pouvoir.

Bush a signé le décret d'embargo après qu'Aristide se soit déclaré disposé à choisir un nouveau Premier ministre, en concertation avec les présidents des deux chambres législatives. Le nouveau gouvernement serait ouvert à des membres de l'opposition. Mais il semble que, comme l'affirment les auteurs de la lettre ci-dessus, les Etats-Unis veulent maintenant obtenir davantage. Ils souhaitent qu'Aristide ne revienne (éventuellement) en Haïti que lorsque l'armée aura fini de démanteler les organisations populaires et de terroriser la population. Ainsi, lors du retour d'Aristide, militaires et bourgeois n'auraient plus à craindre les représailles de la population.

Visiblement, l'OEA suit les Etats-Unis dans cette voie. Et selon l'agence Reuter, des diplomates disent que la France « *craindrait que Washington et ses alliés sud-américains puissent se préparer à laisser tomber* » Aristide, et « *des sources diplomatiques françaises soulignent que la rencontre de Carthagène a été organisée de manière à isoler Aristide* ». Dans *Le Monde*, Marcel Niedergang écrit que « *la majorité des membres de la mission de l'OEA ne serait plus favorable à un retour "immédiat" du Père Aristide et souhaiterait agir avec "souplesse" et tenter de répondre aux "accusations de violation de droits de l'homme formulées par les adversaires du gouvernement Aristide à son encontre"* ».

Après la réunion de Carthagène, Ramirez Ocampo affirmait : « *Je crois que l'embargo devrait être levé dès qu'un nouveau gouvernement aura été formé.* » Dans la déclaration publiée après Carthagène, Aristide lie, quant à lui, « *l'urgence de constituer un nouveau gouvernement* » et « *le principe de son retour dès que possible* ». Il sait qu'en Haïti la contre-révolution duvaliériste bat son plein, que le peuple est pris en otage et qu'il doit faire des concessions pour pouvoir reprendre la lutte à ses côtés. Mais il sait aussi que s'il n'obtient pas d'assurances sur son retour dans un délai proche, les prétextes ne manqueraient pas pour en retarder indéfiniment la date. N'est-on pas en train d'accumuler des documents falsifiés pour démontrer qu'il a violé la Constitution, qu'il a détourné de l'argent ou qu'il est malade et incapable de diriger Haïti ?

De leur côté, les putschistes essaient de gagner du temps et de se mettre en position de force. Ils sont confrontés à la formidable résistance de la population. Malgré la répression, elle refuse d'envoyer ses enfants à l'école. En dépit de l'embargo, dont elle est la première à souffrir, elle demande qu'il s'exerce avec encore plus de rigueur afin de hâter la chute des putschistes. Mais ces derniers viennent de recevoir un ballon d'oxygène sous la forme de 110 000 barils de pétrole. D'autres pétroliers sont attendus. Ceci devrait permettre à la dictature de tenir jusqu'au 5 janvier 1992, date à laquelle elle prétend organiser des élections. ★